

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE
LA FRANCE ET L'ESPAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
POLITIQUE ET ECONOMIQUE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 25 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Victor LOURTIES

Avocat à la Cour d'Appel

Diplômé de l'École des Sciences politiques.

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur.
GIDE, professeur.*



PARIS

HENRY PAULIN ET C^{ie}, ÉDITEURS

21, RUE HAUTEFEUILLE (6^e)

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
RELATIONS COMMERCIALES

ENTRE
LA FRANCE ET L'ESPAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
POLITIQUE ET ECONOMIQUE

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 25 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Victor LOURTIES

Avocat à la Cour d'Appel

Diplômé de l'École des Sciences politiques.

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

*Suffragants : } MM. ALGLAVE, professeur.
 GIDE, professeur.*

PARIS

HENRY PAULIN ET C^{ie}, ÉDITEURS

21, RUE HAUTEFEUILLE (6^e)

—
1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	9
Première partie : Partie Historique :	
SECTION I. — LES RAPPORTS COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE	
ET L'ESPAGNE AVANT 1865	11
I. — LES TRAITÉS CONCLUS AVANT LA RÉVOLUTION FRAN-	
ÇAISE	11
II. — LA POLITIQUE PROTECTIONNISTE DE 1793 A 1860.	17
<i>La politique douanière espagnole. Aperçu de la</i>	
<i>politique économique de la Restauration et du</i>	
<i>gouvernement de Louis-Philippe. L'enquête</i>	
<i>de 1834</i>	18
SECTION II. — PÉRIODE DE LIBERTÉ COMMERCIALE RELATIVE.	26
I. — LES CAUSES.	26
<i>Les enquêtes de 1860 et 1866.</i>	30
II. — LE TRAITÉ DU 18 JUIN 1865 ENTRE LA FRANCE ET	
L'ESPAGNE.	33
<i>Les préoccupations financières du gouvernement</i>	
<i>après 1870. L'enquête de 1875, les enquêtes</i>	
<i>de 1878</i>	38
III. — LA SITUATION DOUANIÈRE DE LA FRANCE ET DE	
L'ESPAGNE A L'EXPIRATION DES TRAITÉS DE COMMERCE	
ET LA CONVENTION DU 19 MARS 1878.	44
<i>Le tarif de 1881</i>	47
IV. — LE TRAITÉ DU 6 FÉVRIER 1882 ENTRE LES DEUX	
PAYS	51
<i>Conséquences du régime de 1882.</i>	53
SECTION III. — LE COURANT PROTECTIONNISTE MODERNE .	60
I. — LES MOTIFS DE LA RÉFORME DE 1892.	60

<i>La question des traités de commerce et du tarif minimum.</i>	63
<i>Tarif français du 11 janvier 1892. Arancel espagnol du 1^{er} février 1892.</i>	66
<i>La guerre de tarifs jusqu'au modus vivendi du 1^{er} juin 1892, prorogé le 31 décembre 1893.</i>	68
II. — LE RÉGIME DE 1894 ET AGGRAVATIONS ULTÉRIEURES.	70
<i>Le décret royal du 23 mars 1906, modificatif du nouvel arancel</i>	75
<i>Les négociations de Saint-Sébastien</i>	80
Deuxième partie : La situation actuelle.	85
SECTION I. — LES QUESTIONS LITIGIEUSES.	85
I. — LA QUESTION DES VINS. — <i>La crise viticole en France. L'erreur économique des viticulteurs.</i>	86
II. — LA QUESTION DES TISSUS DE LAINE ET DE COTON.	99
III. — LA QUESTION DU CHANGE ET DES DROITS PAYABLES EN OR.	102
<i>Les causes de la hausse du change. Les effets de cette hausse sur le commerce international.</i>	
<i>La hausse du change est funeste à l'Espagne.</i>	
<i>La question des droits de douane payables en or.</i>	102
IV. — LA SITUATION ACTUELLE DE L'ESPAGNE.	113
<i>Sa condition économique. L'Espagne au point de vue social.</i>	113
SECTION II. — SOUS QUELLE FORME L'ENTENTE DOIT-ELLE SE FAIRE ?.	133
I. — LES AVANTAGES DU TRAITÉ DE COMMERCE A TARIF ANNEXÉ.	137
<i>La clause de la nation la plus favorisée.</i>	138
II. — LES CONVENTIONS COMMERCIALES ET LE DROIT INTERNATIONAL.	141
CONCLUSION	145
OBSERVATIONS RELATIVES AU <i>Tableau graphique</i>	149
GRAPHIQUE GÉNÉRAL DES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE DE 1865 A NOS JOURS	153

BIBLIOGRAPHIE

- Ministère du Commerce et de l'Industrie. (Office national du Commerce extérieur). Le Moniteur Officiel du Commerce.
- Ministère du Commerce et de l'Industrie. (Office national du Commerce extérieur). Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France.
- Ministère du Commerce et de l'Industrie. Rapport de la Commission permanente des valeurs des douanes.
- Ministère des Finances. (Direction générale des Douanes). Tableau général du Commerce et de la Navigation.
- Boletín oficial de la Dirección general de Aduanas.
- Estadística general del Comercio exterior de España.
- Bulletin mensuel de la Chambre française du Commerce de Madrid.
- Bulletin mensuel de la Chambre française de Commerce de Barcelone.
- Bulletin trimestriel de la Chambre française de Commerce de Valence (Espagne).
- Travaux et rapports des Chambres de commerce françaises.
- Le Moniteur universel.
- Bulletin des Lois.
- Journal Officiel.
- Débats et documents parlementaires.

Rapports parlementaires concernant les douanes.

ROUGIER. — Les douanes et les traités de commerce.

AMÉ. — Tarifs de douanes (tomes 1 et 2).

ROUTIER. — Rapports adressés à M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, édités sous le titre : « L'Industrie et le Commerce de l'Espagne. »

Union franco-espagnole. Circulaires et adresses au ministre du Commerce et de l'Industrie.

Revue politique et parlementaire.

L'Économiste français.

Le Journal des économistes.

Le monde économique.

INTRODUCTION

Cette étude comporte une partie historique assez développée.

Nous passerons en revue les traités de commerce qui ont réglementé les rapports entre la France et l'Espagne en insistant particulièrement sur le plus récent, celui du 6 février 1882. A l'aide de la statistique, nous constaterons ses effets aussi bienfaisants que ceux du traité du 18 juin 1865, par opposition avec les difficultés et la gêne que le protectionnisme avait accumulés depuis la Révolution jusqu'en 1860.

Serrant le sujet d'un peu plus près, nous chercherons, d'après les enseignements que l'histoire nous aura donnés et l'étude des conditions économiques actuelles, s'il ne serait pas profitable à la France comme à l'Espagne, de s'unir par une convention libérale, capable de créer de part et d'autre des débouchés sérieux et de donner à certaines branches de la production un essor nouveau.

Ce régime contractuel, bientôt généralisé, ne contri-

buerait-il pas à assurer le bon marché de la vie par le bas prix de la production et la facilité des échanges ?

Après avoir montré les avantages du traité de commerce à tarif annexé, nous en étudierons rapidement la technique, essaierons d'en dégager l'utilité comme instrument de transition vers le libre échange que tout appelle, dont les nécessités économiques semblent devoir faire le régime de l'avenir, malgré l'hostilité puissante de nombreux partisans du protectionnisme aujourd'hui victorieux.

PREMIÈRE PARTIE

PARTIE HISTORIQUE

SECTION I

LES RAPPORTS COMMERCIAUX ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE AVANT 1865

I. — LES TRAITÉS CONCLUS AVANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

S'il est vrai que les barrières des douanes sont aussi vieilles que le monde, ce serait pourtant une erreur de croire que le régime de la liberté commerciale n'a jamais été réalisé en fait. Les Romains l'ont connu, et sous l'Empire, les marchandises circulaient librement d'Écosse en Égypte comme de Cadix à Constantinople.

En France, les régimes de protection datent de la formation des communes.

La protection prend d'abord un caractère spécial : sous Philippe le Bel, on ne cherche pas à interdire l'importation des produits étrangers, mais on empêche

l'exportation des produits français. Cette préoccupation devint l'une des caractéristiques de la politique mercantiliste.

Dès leur origine, les communes, rivales les unes des autres, eurent la prétention de se suffire à elles-mêmes et interdirent la liberté des échanges, comme d'ailleurs elles entravaient la liberté du travail.

A cette époque, point de traités de commerce ni d'accords quelconques. Ils apparaissent seulement vers la fin du xv^e siècle, mais jusqu'au xvii^e siècle, ils ne constituent généralement qu'une des clauses secondaires d'un traité de paix ou de guerre.

C'est la lutte à outrance : « les sentiments d'ambition et de jalousie haineuse partagent l'Europe. Les ordonnances les plus draconiennes à l'égard des marchandises étrangères se succèdent et on alla jusqu'à décréter que les draps fabriqués avec les laines espagnoles seraient brûlés !... »

Avec Colbert, nous trouvons un plan d'ensemble, des idées saines et générales. S'il créa un système très protecteur, il vanta pour l'avenir les bienfaits de la liberté commerciale. Il élargit en somme le champ de la concurrence et de la liberté en essayant de supprimer les barrières de province à province pour organiser la protection nationale (1).

1. Sa pensée, sur ce point, est nettement exprimée dans le préambule de l'édit de 1664. « Le moyen le plus solide et le plus essentiel pour le rétablissement du commerce est la *dimi-*

L'évolution se dessine au cours des siècles : protection communale, provinciale, nationale...

A partir du règne de Louis XIV, les questions de commerce jouent un rôle important dans les relations internationales. Les traités de paix en font foi : l'Angleterre, la Hollande et la France essayent par des victoires de faire triompher leur commerce aux dépens de l'étranger.

Le traité des Pyrénées de 1659 entre la France et l'Espagne, contient des « articles pour le commerce ». Il est stipulé que « les sujets des deux rois pourront trafiquer ensemble en payant les droits accoutumés ». Nous voyons apparaître ensuite, d'une façon embryonnaire, la clause de la nation la plus favorisée : « les sujets d'un des deux rois jouiront dans les États de l'autre, des privilèges accordés aux Anglais et aux Hollandais. En cas de contrebande, ils ne seront pas plus punis qu'eux. » Le traité contient encore quelques clauses concernant la navigation.

En somme, on réglemente le commerce, mais ces stipulations n'ont rien du traité de commerce moderne. C'est à partir du traité d'Utrecht, en 1713 que nos relations se sont développées avec la Péninsule.

Les historiens signalent les voies nouvelles dans les-
nation et le règlement des droits qui se lèvent sur toutes les marchandises entrant et sortant du royaume. » Devant les résistances locales, Colbert dut s'arrêter, et la réforme de 1664 s'appliqua seulement à quelques provinces.

quelles l'Espagne entra à cette époque, par suite de son intime alliance avec la France.

« Elle recevait d'elle (1) avec sa dynastie, des moyens de régénération par lesquels elle put doubler sa population et reprendre en partie son rang en Europe. »

Nous relevons dans le Pacte de famille, conclu à Paris le 15 août 1761, « que nulle autre puissance étrangère ne jouira en Espagne, non plus qu'en France, d'aucun privilège plus avantageux que celui des deux nations ».

Le traité de commerce et de navigation conclu à Madrid le 2 janvier 1768 entre la France et l'Espagne était destiné à faire profiter la France des avantages dont jouissait en Espagne le commerce des autres nations en vertu des traités antérieurs et principalement du traité d'Utrecht entre l'Espagne et l'Angleterre.

Sous le règne de Charles III, l'Espagne offre d'ailleurs le spectacle d'un retour aux principes économiques libéraux. Ce fut surtout une tendance de certains hommes d'État. Le comte Campomanes, président du Conseil Royal de Castille et ministre d'État, se signalait en 1774 par ses théories sur la liberté du commerce des grains, les progrès de l'industrie, l'abolition des taxes grevant les matières premières. Il signalait sans relâche les abus dont souffrait le commerce de l'Espagne. « Il est peu d'auteurs, a dit de lui Rotherson, dans

1. Lavallée. *Histoire des Français*, tome III, page 365.

son histoire d'Amérique (1) qui aient poussé plus loin leurs recherches avec un plus parfait mépris des préjugés nationaux et populaires. »

Une convention du 27 décembre 1774, conclue à Versailles, vint interpréter celle du 2 janvier 1768 et vise surtout la contrebande.

Enfin, la convention de commerce du 24 décembre 1786, conclue à Madrid, vise la contrebande par terre et par mer, le sel, le tabac, les marchandises prohibées, l'or et l'argent, la visite des navires, la confiscation et les naufrages. Elle exprimait le désir de faire des Français et des Espagnols, au point de vue des pratiques commerciales, un seul et même peuple.

En 1788, l'Espagne importait en France pour 27 millions de francs de produits ; nous importions en Espagne pour 50 millions.

En 1795, Jovellanos, conseiller d'État sous Charles III, présentait au Conseil de Castille un mémoire célèbre (depuis plusieurs fois réédité) sur les questions les plus importantes relatives à l'État de l'Espagne.

Il réclamait la suppression des barrières intérieures et des privilèges et signalait les préjugés qui paralysaient le développement de l'agriculture.

D'ailleurs l'influence de théoriciens (2) et les néces-

1. Reproduit par M. Rougier. *La liberté commerciale*, page 188.

2. Le fameux ouvrage d'Adam Smith. *Les recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, était publié depuis 1776.

sités de la pratique se combinaient pour diriger les nations vers des accords commerciaux dont on aurait pu attendre les plus heureux effets.

En 1786, fut signé entre la France et l'Angleterre, un important traité de commerce qui fut comme toujours, nous le verrons, la cause de nombreuses plaintes. Il est vrai que nous avions beaucoup à craindre de l'Angleterre, à la fin de l'ancien régime. Encore sous le joug des corporations, et ignorants de l'outillage industriel, nous allions nous trouver face à face avec une rivale dont le machinisme se développait et qui déjà filait la laine et le coton.

L'histoire ne nous donne pas de renseignements précis sur l'application de ce traité. Il ne fut plus observé à partir de 1789 et fut aboli en 1793. Il est bien certain cependant, qu'après les difficultés de la première heure, il eût été pour l'industrie française le stimulant énergétique dont elle avait besoin.

La Constituante, imbue des principes de liberté politique, devait tendre vers la liberté commerciale. Le tarif qu'elle décréta le 15 mars 1791 ne frappe de mesures prohibitives qu'une certaine liste d'objets fabriqués. C'était une concession faite aux partisans du protectionnisme. Mais pour l'ensemble de la production industrielle, on peut dire qu'aucun droit ne dépassait 15 à 18 % de la valeur.

II. — LA POLITIQUE PROTECTIONNISTE DE 1793 A 1860

Avec la guerre révolutionnaire, en 1793, le tarif de 1791 et tous les traités antérieurs sont abolis.

En 1801, au moment de la trêve de la paix d'Amiens, l'Angleterre demande le retour au traité de 1786 ; mais bientôt la guerre et la lutte commerciale reprennent avec plus d'acharnement que jamais. C'est le blocus de l'Angleterre : des cours prévôtales sont instituées par l'Empereur pour juger et punir ceux qui introduiraient en France ou chez les alliés, les denrées prohibées comme le sucre, le café, le cacao et le coton.

Mais cette folie prohibitive reçut bientôt une fatale sanction...

Après la chute de l'Empire, le pouvoir fut assailli d'un nombre considérable de pétitions en faveur du maintien des droits prohibitifs, si commodes pour certains industriels.

Les lois commerciales de la Restauration sont en effet très protectionnistes : on organise l'échelle mobile

pour le commerce des grains, on protège le charbon de terre, le bois et le minerai, les laines et le sucre. On porte de 3 fr. 50 à 50 francs le droit d'importation par tête sur le bétail. C'était, en fait, un droit moyen de 20 à 25 % sur la valeur !

La Politique douanière espagnole.

Pendant cette période, le 20 juillet 1814, est signé un traité de paix entre la France et l'Espagne, suivi d'articles additionnels. Cet acte diplomatique préparé par le prince de Talleyrand et Gomez-Labrador, porte dans son deuxième article additionnel : « Il sera conclu, aussitôt que possible, un traité de Commerce entre la France et l'Espagne et, en attendant les relations commerciales entre les deux pays seront établies sur le pied sur lequel elles se trouvaient en 1792. »

Les anciens traités (du 15 août 1761, 2 janvier 1768, 27 décembre 1774, 24 décembre 1786), remis en vigueur, stipulaient une égalité de traitement entre les Espagnols et les Français, dans leurs ports respectifs (1).

La France applique l'esprit du Pacte de famille et fait à l'Espagne les concessions suivantes :

Elle assimile les navires espagnols aux navires français pour les droits de tonnage et les taxes accessoires de navigation.

1. Amé. *Tarifs de douanes* (1876), t. II, page 27.

Elle accorde aux capitaines, au sujet de la surveillance de leurs bâtiments par les agents de la douane française, des facilités particulières.

Enfin elle accordait aux Espagnols la faculté de cabotage soit d'une mer dans l'autre, soit d'un port à l'autre de la même mer. Nous jouissons d'ailleurs de la même concession.

Mais les règles de complète égalité, d'abord admises, même pour les droits applicables aux marchandises, tombent, et les produits apportés en France par la marine espagnole sont bientôt soumis à la surtaxe de provenance ou de pavillon.

Les tendances protectionnistes, tempérées chez nous par la préoccupation de rester fidèles aux engagements de 1814, apparaissent plus brutalement de l'autre côté des Pyrénées.

Dès 1816, l'Espagne frappe nos navires d'un droit de 20 réaux (5 fr. 26) en plus de surtaxes imposées aux marchandises ; malgré nos plus vives réclamations, ce droit fut maintenu jusqu'en 1823.

Une seconde mesure témoigne du même esprit : le cabotage est interdit à nos navires. L'ordonnance du 9 juillet 1844, dans son article 64, consacre cette défense, et complète le régime des surtaxes de pavillon par des surtaxes à l'entrée par terre. Nous étions cette fois, particulièrement visés.

1. Amé. *Tarif de douanes* (1876), tome II, page 27.

L'ordre royal du 16 novembre 1847 sur les laines, les tarifs du 5 octobre 1849 s'inspirent des mêmes tendances.

Les surtaxes étaient en général d'au moins 20 % : elles s'ajoutaient à des droits principaux déjà très élevés et créaient un régime prohibitif, au profit de l'Espagne.

L'abaissement du chiffre des échanges entre les deux pays ne devait-il pas être une conséquence directe de ces mesures ?... En 1827, la France importe en Espagne pour une valeur de 29 millions de pesetas. L'Espagne importe en France pour une valeur de 24 millions. Ces chiffres, surtout celui de notre importation en Espagne, ont presque baissé de moitié depuis 1788.

M. Amé (1) apprécie de la façon suivante la politique douanière de l'Espagne à cette époque : « À la veille du traité de 1865, l'Espagne frappait toujours de droits différentiels considérables les marchandises importées par les navires français ou par terre : elle en exigeait même à l'exportation de ses propres produits, surtout dans ses colonies, quand le chargement s'effectuait sous d'autres pavillons que le sien ; elle refusait à nos navires les opérations de cabotage, au mépris des principes de réciprocité dont elle avait originairement réclamé le bénéfice ; elle tolérait enfin, de la part de ses agents de trop nombreux oublis des concessions faites de part

1. Amé. *Tarifs de douanes*, t. II, p. 29.

et d'autre, pour l'accomplissement des formalités de douanes. L'arbitraire des autorités locales fort souvent disposées en Espagne à se soustraire à la direction du pouvoir central, contribuait peut-être plus que les intentions du Gouvernement, aux actes regrettables dont nos capitaines et nos négociants avaient si souvent à se plaindre. »

Mais si l'Espagne a une grosse part de responsabilité, il faut remarquer que la politique douanière française est également inspirée des principes protectionnistes les plus accentués...

*Aperçu de la politique économique de la Restauration
et du gouvernement de Louis-Philippe.*

Les lois commerciales de la Restauration aggravent encore notre tarif. Le gouvernement eut cependant un heureux scrupule et institua en 1828 une commission d'enquête chargée d'examiner si le régime prohibitif était vraiment indispensable à l'industrie. Les principaux intéressés, les puissants bénéficiaires de ce régime de faveur s'opposèrent vivement à tout adoucissement de tarifs ; ils promirent seulement de faire les efforts nécessaires pour être bientôt en état de lutter avec l'étranger. Aucune réforme pratique ne suivit cette enquête, mais elle eut du moins l'avantage de montrer l'exagération extraordinaire des lois du 7 juin 1820, 27 juillet 1822 et 17 mai 1827. Un projet de loi fut

déposé le 21 mai 1829 (1), mais fut ajourné en raison des événements politiques qui suivirent ; il demandait l'abaissement des droits sur les produits métallurgiques d'un dixième en 1835, d'un autre dixième en 1838 ; il réduisait la surtaxe sur les sucres et abaissait les droits d'entrée sur les soies et les bois d'acajou ; il faisait disparaître enfin les stupides prohibitions de sortie.

Le 3 février et le 1^{er} décembre 1834 (2), deux nouveaux projets de réforme furent présentés par Thiers : « Employé pour protéger un produit qui a chance de réussir, le système restrictif est bon, disait-il, mais il est bon temporairement, il doit finir quand l'éducation de l'industrie est finie, quand elle est adulte. » C'était la condamnation des mesures de protection abusive, dont les plus fameuses étaient celles qui créaient en fait un droit d'environ 20 % de la valeur des bestiaux importés, et de 33 % sur les laines !

Pendant que l'Espagne se laissait aller tout entière au régime de protection aveugle qu'elle semble affectionner, quelques hommes, en France, essayaient avec toute la prudence qu'il convient, de remonter le courant. Vains efforts, d'ailleurs... car les adoucissements de tarifs proposés par d'Argoult et par Thiers étaient le plus souvent rejetés.

1. *Le Moniteur universel*, 22 et 25 mai 1829.

2. *Le Moniteur universel*, addition à la séance du 3 février, pages 286 et suivantes.

L'Enquête de 1834.

En 1834, une enquête fut ouverte par Duchâtel, alors ministre du Commerce et des Travaux publics : le Conseil supérieur du commerce eut pour mission de rechercher s'il y avait nécessité de conserver le régime prohibitif à l'égard des tissus de coton et de laine, des poteries de grès fin, des plaqués et des verreries.

L'âpreté des réponses témoigne de l'importance des intérêts particuliers menacés. Rouen répondit qu'entre la liberté absolue et la prohibition, il ne devait y avoir aucun intermédiaire, et que le Gouvernement, pour s'assurer la sympathie anglaise, livrerait bien l'industrie française... Roubaix répondit par une sorte de sommation : « Au roi que nous aimons, nous payons sans murmure d'assez lourds impôts ; nous ne refusons pas nos fils à la Patrie ; nos moyens de travail, respectez-les ! » Encore des menaces : « Surtout souvenez-vous qu'un salaire abaissé a deux fois soulevé Lyon. »

Sans trop s'émouvoir de ces mises en demeure, Duchâtel présente en 1836 un projet de loi qui fut en partie adopté. La réduction des droits sur les fers et sur les rails fut repoussée après l'intervention de Thiers. La prohibition sur les cotons filés, cachemires, foulards, articles d'horlogerie, cuirs de Russie, câbles en fer pour la marine, fut levée. Le droit d'entrée de 33 % sur les laines fut abaissé et enfin la prohibition qui frappait à

à la sortie les soies, les peaux et poils destinés à la chapperie, les bois de construction, fut définitivement supprimée.

La loi du 5 juillet 1836 (1) permet « l'importation temporaire des produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir en France un complément de main-d'œuvre ».

La loi du 6 mai 1841 (2), malgré les efforts du gouvernement, marque un retour vers le régime prohibitif; elle réglemente sévèrement l'entrée des aiguilles à coudre et des machines, les fils et toiles de lin et de chanvre, les cachemires et les bois de construction.

Mais le mouvement vers un certain libéralisme commercial tend cependant à s'affirmer.

En 1837, Léon Faucher trace le plan d'une union douanière qui aurait englobé la France, l'Espagne, la Belgique et la Suisse. Bastiat commence sa propagande. Le *Journal des Économistes* apparaît en 1841. « L'Association pour la liberté des échanges » est créée avec un journal spécial, *Le Libre-échange*. « L'Association pour la défense du travail national » avec le *Moniteur industriel* lui répond et demande la création de chaires spéciales pour combattre les enseignements libéraux des professeurs d'Économie politique, trop tolérés à son avis, au collège de France et au Conservatoire des arts et métiers.

1. *Bulletin des lois*, 2^e semestre 1836, pages 64 et suivantes.

2. *Bulletin des lois*, 1^{er} semestre 1841, pages 625 et suivantes.

Ainsi donc, ces questions commencent à remuer le public et ne sont plus seulement la préoccupation des gouvernements.

Le clan protectionniste est bientôt en émoi.

Un projet de loi du 31 mars 1847(1) qui supprimait diverses prohibitions, abaissait les droits sur de nombreux articles, accordait la franchise pour les fers en barres, les cuivres et les zincs, le lin et le chanvre, ne fut même pas discuté. Il eut le sort du projet de 1829.

La Restauration et le Gouvernement de Louis-Philippe tombèrent donc avant d'avoir réalisé une réforme qui eût apporté dans nos tarifs de douanes la modération désirable.

1. *Moniteur universel*, 1^{er} semestre 1847, page 675.

SECTION II

PÉRIODE DE LIBERTÉ COMMERCIALE RELATIVE

I. — LES CAUSES

Malgré les échecs du gouvernement de Louis-Philippe, certains événements laissaient à cette époque espérer un état de choses plus libéral. C'est sous la poussée des événements que s'est ouverte une ère de liberté commerciale relative. En effet, il semble que la propagande des hommes, que la campagne ardente et passionnée de Bastiat, n'ait pas ému en France la masse populaire comme celle de Cobden en Angleterre. On soutenait alors avec succès que le protectionniste assure à l'ouvrier un travail certain et un salaire élevé, le salaire correspondant au chiffre plus élevé des affaires et aux bénéfices plus grands des patrons.

L'ouvrier ne mesurait pas les funestes effets de la protection à outrance, que bientôt l'enquête de 1860 allait dévoiler ; il ne se doutait pas que l'industrie fran-

caise, privée de l'aiguillon de la concurrence, croupissait dans la routine.

Il ne comprenait pas que, bien loin d'élever le chiffre des affaires, le tarif prohibitif devait l'abaisser en réduisant considérablement le marché. Et si, malgré tout, le chiffre des bénéfices des patrons restait satisfaisant, ce n'était-il pas dû à une surélévation des prix, dont le peuple, consommateur avant tout, faisait les frais ? Mais il était difficile de lui faire comprendre qu'indirectement il payait un impôt au producteur ; la crainte d'un abaissement de salaire ou d'un chômage forcé le hantait, et il se lançait aveuglément dans le courant protectionniste.

C'est ainsi que s'explique l'esprit protectionniste qui régnait dans les assemblées de la seconde République et du second Empire.

Le nouveau régime a une cause politique : c'est la liberté laissée à l'Empereur par la Constitution de 1852, de négocier et de signer les traités de commerce sans le concours du corps législatif. Or l'Empereur avait vécu en Angleterre et y avait constaté les bienfaits du libre-échange.

Mais les causes fondamentales qui ont amené le nouveau régime sont de nature économique : c'est le développement de la grande industrie et surtout la transformation des moyens de transport.

La création des chemins de fer, les progrès de la navigation maritime et fluviale, ont bouleversé les con-

ditions de l'industrie qui devait autrefois régler sa production sur les besoins de la consommation locale ou régionale.

Le marché s'est élargi faiblement au début, en raison de la rareté des lignes et de la cherté des tarifs. Nous perdons aujourd'hui, au point de vue commercial, la notion de l'espace! Dès lors apparut plus clairement l'erreur qu'il y avait à restreindre de parti pris un marché qui, par la force de choses, devait s'agrandir.

L'Empereur se lança résolument dans la voie. De 1853 à 1855, des décrets abaissent les droits sur la houille, les fontes, les fers et les aciers, sur les laines et les graines oléagineuses, sur les bois de teinture et les résineux exotiques.

L'admission temporaire est autorisée pour les matières premières destinées aux constructions navales.

Les droits sur les bestiaux, les viandes, les vins et spiritueux sont réduits dans de très sérieuses proportions.

Enfin, le décret du 18 août 1853 (1) suspend l'échelle mobile et applique aux grains et farines le minimum des droits déterminés par la loi du 15 avril 1832.

Ainsi donc, le mouvement est très sérieux, et si l'Espagne, à la veille de la convention de 1865, frappe toujours de droits considérables l'importation de nos produits et même l'exportation des siens, nous com-

1. *Bulletin des lois*, 2^e semestre 1853, page 157.

mencions à nous montrer d'une façon générale, et par les abaissements de tarifs, moins craintifs de concurrence.

Nous n'allions pas tarder, d'ailleurs, à contracter de nombreux traités de commerce avec nos voisins, car l'exposition universelle de 1855 enleva au gouvernement une dernière hésitation, en prouvant que nos produits étaient capables de lutter avec les produits étrangers.

Le gouvernement avait cependant fort à faire ! Il avait encore contre lui les craintes sincères qu'un régime économique plus libéral inspirait à beaucoup de bons esprits ; il rencontrait surtout l'opposition tenace des intérêts particuliers menacés.

Lorsqu'en 1855, il saisit le corps législatif d'un projet de loi adopté par le Conseil d'État, tendant à la levée des prohibitions « pour assurer, disait l'exposé des motifs, la consécration de nos triomphes industriels », de violentes protestations s'élevèrent à nouveau.

Lille, Roubaix, Tourcoing, Rouen, Elbeuf, Lisieux, etc., soutinrent que le régime de prohibition absolue pouvait seul assurer la paix aux ouvriers. Il ne fallait pas, disait-on, que le lendemain du baptême du prince impérial soit le premier jour d'une ère de calamités !...

Le mouvement de protestation, centralisé à Paris par le « Comité pour la défense du travail national » décida le Gouvernement à retirer son projet.

Le 5 janvier 1860, (1) le programme impérial porte que « depuis longtemps, on proclame cette vérité qu'il faut multiplier les moyens d'échange pour rendre le commerce florissant ; que sans concurrence l'industrie reste stationnaire et conserve des prix élevés qui s'opposent aux progrès de la consommation, que sans industrie prospère qui développe les capitaux, l'agriculture elle-même demeure dans l'enfance. »

Quoi d'étonnant à ce que ces paroles officielles aient été suivies en l'espace de deux mois, de la signature du fameux traité de commerce franco-anglais ?

Les enquêtes de 1860 et 1866.

Mais aussi la grande enquête de 1860 enregistra des aveux significatifs. Un grand nombre de fabricants assurés de la possession exclusive de leur marché, ne se préoccupaient pas suffisamment des progrès réalisés à l'étranger. « Couverts par la prohibition, dirent de nombreux industriels, nous ne nous sommes pas enquis de ce qui se passait hors de nos frontières. »

Elle montra l'injustice avec laquelle on avait sacrifié les intérêts du public et le développement de nos manufactures à une coalition d'industriels qui vinrent se contredire confusément devant le Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et des manufactures.

1. *Moniteur universel* du 15 janvier 1860, pages 61 et suiv.

L'enquête de 1866 devait compléter son œuvre en étudiant le commerce des denrées agricoles et des produits qui s'y rattachent. Elle prouva que le régime des traités de commerce établi depuis six ans en France avait été favorable à l'exportation des produits agricoles. Le chiffre de l'exportation de ces denrées qui ne s'élevait qu'à 456 millions en 1861, dépassait 900 millions en 1865 et un milliard en 1866.

« L'agriculture française est donc profondément intéressée au développement de nos relations commerciales avec tous les pays étrangers sans exception, répondit au questionnaire la société impériale d'agriculture. »

D'ailleurs les seules raisons d'opportunité qu'on avait pu faire valoir, tombaient. Depuis longtemps, l'industrie française était prévenue par des indices certains qu'un nouveau régime commercial allait être inauguré. Elle était inexcusable si elle ne s'était préparée.

C'est le 10 mars 1860 que fut signé le traité de commerce franco-anglais qui servit de base aux traités postérieurs.

Dans un espace de six ans, dix autres traités le suivirent.

Les voici dans l'ordre chronologique :

Traité de commerce avec la Belgique (1^{er} mars 1861);

Traité de commerce avec le Zollverein (2 août 1862);

Idem Italie (17 janvier 1863);

— Suisse (30 juin 1864);

Traité de commerce avec la Suède et Norvège (24 février 1865) ;

- | | |
|-------------|-------------------------------------|
| <i>Idem</i> | Villes hanséatiques (4 mars 1865) ; |
| — | Espagne (18 juin 1865) ; |
| — | Pays-Bas (7 juillet 1866) ; |
| — | Autriche (11 décembre 1866) ; |
| — | Portugal (15 juillet 1867). |

II. — LE TRAITÉ DU 18 JUIN 1865 ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE (1)

En somme, depuis 1814 et malgré les promesses échangées, l'Espagne, plus encore que la France, s'était retranchée derrière une muraille très protectrice.

Allait-elle suivre le mouvement général vers les traités de commerce ou rester dans son « splendide isolement » ?

Nous lui avons créé des débouchés en levant les surtaxes sur beaucoup de ses produits importés par terre comme les laines et les lièges, les vins, les graines, les farines et les plombs.

Qu'avait-elle fait pour nous et pour elle en même temps ?

Rien ! Avec une étrange rigueur, elle nous appliquait encore les surtaxes que l'ordonnance de 1841 avait définitivement consacrées. Depuis la construction des che-

1. Promulgué au *Bulletin des lois* le 26 juillet 1865, 2^e semestre, pages 349 et suivantes.

mins de fer du Nord de l'Espagne « la plupart des articles français (1) avaient à payer pour la surtaxe seule, une somme supérieure à la totalité des frais de transport de Paris à Madrid. Le commerce était obligé de quitter la ligne ferrée à Bayonne ou à Saint-Jean-de-Luz pour aller prendre par mer, à Saint-Sébastien, le railway espagnol ! Devant une telle monstruosité économique, le gouvernement espagnol, sollicité par les compagnies et par l'ambassadeur de France se décida enfin, le 11 mai 1865, à proposer aux Cortès de supprimer les surtaxes applicables aux importations par terre. »

Mais le gouvernement espagnol, toujours imbu de cette idée que le moindre abaissement de tarif était une concession nuisible à la nation, demandait que l'Espagne profitât des réductions accordées par nous aux autres nations par les récents traités.

C'est que, « ni le public, ni les Cortès (2), ni les hommes d'État n'étaient préparés à une modification profonde du régime sous lequel s'affaissait la richesse et la prospérité du pays. Les indications fournies à ce sujet par la chancellerie française à Madrid ne laissaient aucun espoir sérieux d'arrangement. Il fallait ou repousser les propositions de l'Espagne au risque de voir se prolonger indéfiniment le régime impossible des arrivages par terre, ou se contenter de peu. C'est dans ces

1. Amé. *Tarifs de douanes*, tome II, pages 31 et 32.

2. *Ibid.*

circonstances que fut conclu le traité du 18 juin 1865. »

Ce traité manifestait dans son préambule le désir qu'éprouvaient les deux pays « de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent les deux nations, et de donner à leurs relations commerciales un développement en rapport avec les facilités nouvelles qu'assure au trafic international la jonction des chemins de fer des deux pays ».

Puis, dans son texte principal, qui comprend six articles, il décrétait la suppression des surtaxes de douanes à l'importation par terre des objets d'origine ou de manufacture française et espagnole. Ces objets devaient être soumis à leur entrée en France et en Espagne, aux droits fixés par les tarifs A et B annexés au traité.

Il comprenait la clause de la nation la plus favorisée ainsi formulée : « Chacune des hautes parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de tout abaissement de droit à l'importation des articles similaires, mentionnés dans les dits tarifs, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. »

Le traité était valable pour douze années.

Au cas où aucune des deux parties n'aurait notifié douze mois avant la fin de cette période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurerait obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où il aurait été dénoncé.

Les tarifs A et B annexés donnaient le taux des droits sur les produits compris dans le traité.

Le tarif A comprenait les droits à l'importation en Espagne des produits d'origine ou de manufacture française dont voici les principaux :

- Quincaillerie commune en cuivre ;
- Manches ou bâtons d'ivoire ou de nacre ;
- Manches d'os ou de bois ;
- Agrafes en fer ou laiton ;
- Cuirs en poil non tannés, secs ;
- Essences ;
- Chevaux entiers ou hongres ;
- Mulets et mules ;
- Objets de gomme ;
- Produits végétaux destinés à l'industrie ou à la médecine ;
- Chapeaux et bonnets non montés ;
- Objets en tissu de coton, rendus imperméables par la gomme élastique.

Ces droits étaient très modérés, sauf ceux sur les chevaux hongres dépassant la marque, qui atteignaient 450 francs par tête.

Quant au tarif B, il comprenait les droits à l'importation en France de produits d'origine ou de manufacture espagnole dont voici les principaux :

- Fruits de table frais ;
- Oranges ;
- Citrons (droit : 2 fr. les 100 kilos) ;
- L'huile d'olive (3 fr. les 100 kilos) ;
- L'eau-de-vie en bouteilles ;

Le jus de réglisse.

Plusieurs produits étaient exempts de droits tels que :

Le mercure natif ;

Les soies grèges ;

Cuivres en barres ;

Plomb en masses brutes ;

La cochenille ;

Les livres imprimés ;

La soie à coudre ;

Les fruits secs ou tapés étaient soumis au droit de 8 francs les 100 kilos ;

Les nattes et tresses de sparte au droit de 1 franc les 100 kilos ;

Enfin, les tissus de laine, bas, et draps payaient un droit de 10 % *ad valorem*.

Le décret impérial des 13, 22 août 1865 porte que les décrets du 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge qui y sont énumérées, sont applicables aux marchandises et aux produits similaires d'origine espagnole et dénommés.

En réalité l'Espagne n'avait accordé de réduction pour aucune des grandes catégories de notre production agricole et industrielle. Sa principale concession était relative à l'abandon des surtaxes pour les arrivages par terre de marchandises françaises (1).

1. Il faut remarquer d'ailleurs qu'elle maintenait les surtaxes pour les marchandises étrangères transitant pour l'Espagne à ravers la France.

Telle était, brièvement analysée, cette convention très libérale comme tarifs, mais limitée à un nombre trop restreint d'articles. Elle était pourtant capable d'augmenter dans de notables proportions, le mouvement des échanges entre les deux pays.

*Les préoccupations financières du gouvernement
français après 1870.*

Le gouvernement du Second Empire avait encore poursuivi la réalisation de ses idées libre-échangistes par des abaissements de droits sur notre tarif général lui-même.

En 1860, il avait supprimé les droits d'entrée sur certaines matières premières : les laines en masse, le coton, les nitrates de potasse et de soude. Il avait réduit le tarif du sucre, du café et du thé. En 1861, le régime de l'échelle mobile avait été définitivement aboli.

De nombreux décrets avaient abaissé les droits sur les houilles, les peaux, les graines et fruits oléagineux, le chanvre, le lin, les métaux bruts autres que le fer.

Le corps législatif, toujours mis en face du fait accompli, n'acceptait ces modifications libérales qu'à contre-cœur. Une interpellation se produisit qui fut l'occasion d'une joute oratoire célèbre entre partisans et adversaires de ce nouveau régime.

Cependant, l'échéance du traité franco-anglais de 1860, approchait ; les réclamations et les pétitions s'accumu-

laient. Une enquête législative fut ouverte en 1870 sur l'industrie et la marine ; ses travaux furent interrompus par la guerre.

Les conséquences financières du désastre de 1870 eurent sur notre régime économique et douanier une inévitable répercussion : l'intérêt fiscal était prédominant, les considérations d'ordre économique furent reléguées au second plan, et c'est à ce titre que les libéraux accordèrent aux protectionnistes certaines satisfactions.

Tous, d'un commun accord, acceptèrent les propositions du gouvernement qui élevaient les droits sur le sucre et le café, les soies, les laines, les textiles végétaux, les peaux, les bois, les graines et les fruits oléagineux. Les droits à l'importation par tonneau de jauge, au lieu de 2 francs étaient élevés à 40, 50 et 60 francs selon que les voiliers étaient en bois, en bois et en fer, ou en fer. Les bâtiments à vapeur devaient encore subir un droit sur la machine. Cette loi ne reçut qu'une application exceptionnelle ; nous étions encore liés par de nombreux traités de commerce.

Notre traité avec l'Angleterre fut renouvelé en juillet 1873 jusqu'en 1877.

Cependant, il était nécessaire de connaître les effets des traités de commerce conclus de 1860 à 1867.

L'enquête de 1875.

Une grande enquête fut ouverte en 1875 auprès des chambres de commerce et des chambres consultatives

des arts et métiers. Le ministre du Commerce et de l'Agriculture voulait être renseigné sur les effets des traités de commerce, sur le point de savoir si les droits de douane devaient être fixés par un tarif général autonome ou par conventions internationales. Les droits devaient-ils, enfin, être spécifiques ou *ad valorem*?

Les réponses à la première question témoignent des bienfaisants effets des traités de commerce :

47 chambres de commerce et 15 chambres consultatives des arts et métiers demandent le renouvellement des traités.

14 seulement demandent un tarif général autonome.

En majorité, elles rejettent la clause de la nation la plus favorisée et demandent la revision du tarif général avant de négocier de nouveaux traités.

Par 38 voix contre 12, elle demandent de remplacer d'une façon absolue les droits *ad valorem* par les droits spécifiques. Il semble en effet, que les droits spécifiques puissent faire disparaître les difficultés qui s'élèvent fréquemment entre les commerçants et l'administration des douanes. Ils constituent un organisme d'application simple mais ils frappent aveuglément et peuvent être d'une grande gêne pour les échanges au cas où certaines marchandises viendraient à diminuer de valeur.

Le Président du Conseil supérieur du Commerce de l'Agriculture et de l'Industrie, M. de Meaux, ministre du Commerce et de l'Agriculture, disait dans son dis-

cours d'ouverture : « Ce vœu (de ne pas élever les taxes), ce vœu commun des principaux intéressés est-il vraiment conforme à l'intérêt général ? Est-il justifié par les résultats obtenus depuis 1860 ? Doit-il en conséquence être respecté par les pouvoirs publics ? Quelques chiffres suffiront pour en juger.

En 1859, le mouvement de nos importations et de nos exportations se limitait à un total de 3.907 millions au commerce spécial ; il s'est progressivement élevé à 5.730 millions en 1865, à 6.228 millions en 1869 ; à 7.342 millions en 1873, et enfin à 7.625 millions en 1874. En quatorze ans, l'augmentation est d'à peu près 50 %.. »

M. Amé (1) a écrit sur les conséquence de l'œuvre de 1860 une page remarquable : « La réforme de 1860 a complété l'œuvre des économistes en mettant en pleine lumière des résultats significatifs. Loin de fléchir sous l'effort de la concurrence étrangère, le travail s'est développé en France dans les proportions qu'auraient à peine osé prédire les esprits les plus sympathiques à l'abandon des prohibitions. Nos houillères eurent plus de charbon, nos forges plus de métaux, nos ateliers de construction plus de machines et d'outils, nos métiers, plus de fils et de tissus ; l'agriculture a augmenté l'étendue de ses emblavures, de ses vignobles et de ses pâtures. Elle a développé ses cultures extensives...

1. Amé. *Tarifs de douane*, t. II, p. 503.

Notre commerce spécial, de 1859 à 1874, s'est accru de 3 milliards 718 millions ; notre commerce général, dans la même période, est passé de 5 milliards 412 millions à 9 milliards 125 millions ; les bras plus demandés ont été plus payés ; l'habitation, l'habillement, la nourriture des classes vivant de salaires ont reçu des améliorations qui frappent tous les yeux. »

Il ne faudrait pas, c'est évident, et M. Amé se hâte de l'ajouter, attribuer tous ces progrès au régime des traités de commerce. Mais ils sont venus à leur heure, au moment où la grande industrie et les moyens de transport se développaient, où les capitaux se multipliaient, et ils furent le facteur essentiel de cette prospérité.

Le 29 novembre 1877 (1), le Sénat charge une commission présidée par Pouyer-Quertier de faire une enquête sur l'état du commerce et de l'industrie. La Chambre ouvre, à son tour, le 21 janvier 1878, une enquête parallèle. Les intéressés devaient exposer publiquement leurs observations, leurs craintes et leurs désirs.

M. Ancel présenta un rapport au Sénat (2) au nom de la Commission d'enquête. Les principales constatations étaient les suivantes : « La cause principale de la crise est l'excédent de la production sur la consom-

1. *Journal officiel* du 30 nov. 1877 (oct. déc., p. 7.893).

2. Rapport du 21 mai 1878 (*Journal officiel* du 30 mai).

mation. » « Après 1870, toutes les branches de l'industrie prirent un essor inusité » ; jusqu'en 1873 et 1874, on put croire que le champ des affaires était sans limites et on s'engagea sans mesure.

Après avoir examiné la situation particulière de chaque industrie, le rapporteur concluait en demandant de prolonger d'année en année les traités de commerce jusqu'à ce que les autres Etats aient fixé leur régime économique. Alors nous pourrions régler notre conduite économique sur celle de nos voisins. Ou bien nous pourrions bâtir un tarif général modéré applicable aux nations qui nous accorderaient le traitement de la nation la plus favorisée, et un tarif général majoré pour les autres nations.

« Ce régime transitoire n'impliquerait en rien l'abandon pour l'avenir du système des traités de commerce. »

On ne pouvait attendre de conclusions plus libérales de la part d'une Commission en majorité composée de partisans de la protection douanière.

III. — LA SITUATION DOUANIÈRE DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE, A L'EXPIRATION DES TRAI- TÉS DE COMMERCE, ET LA CONVENTION DU 19 MARS 1878.

Nous avons tenu, malgré l'aridité de ce travail, à signaler brièvement les tendances des principales lois douanières de la Restauration et de la Monarchie de juillet.

En réalité, notre législation douanière était formée, en l'absence de tarif général, de l'ensemble de ces dispositions.

Ces lois n'avaient pas été abrogées. A l'échéance des traités de 1860-1866 qui en avaient seulement suspendu l'application, elles reprenaient vigueur, et redevenaient le droit commun applicable aux produits étrangers.

Il est à peine besoin de dire quel ensemble indigeste formaient ces droits surannés.

Mais l'Espagne, qui avait gardé sa liberté au regard des articles nombreux non compris dans le traité du 18 juin 1865, avait établi le 17 juillet 1877 des tarifs

différentiels et extraordinaires qui nous portaient le plus grave préjudice. Ces taxes augmentaient celles du tarif de 1869 sur un grand nombre de nos produits. Et, chose plus grave encore, les nations qui accordaient à l'Espagne le traitement de la nation la plus favorisée, bénéficiaient d'un tarif exceptionnel. Or, à cette époque, l'Espagne ne profitait pas en France de la clause de la nation la plus favorisée et c'était seulement les produits de l'Allemagne, de la Belgique, la Suisse, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, des Pays-Bas et du Portugal qui jouissaient de ce traitement de faveur.

Dans ces conditions, il ne nous était pas possible de lutter et le chiffre de nos importations en Espagne baissait fortement.

Les deux Gouvernements entamèrent des négociations et aboutirent à une convention provisoire. Ils ajournaient pour deux années la conclusion d'un traité en remplacement de celui de 1865, et réglaient les points principaux suivants :

On s'accordait réciproquement pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit et la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée.

On abaissait des deux côtés des Pyrénées les droits, sur les vins.

On dégrevait les marchandises françaises des droits d'octroi ou de consommation auxquels elles étaient assujetties à l'intérieur de l'Espagne pour le compte de

l'État, des provinces ou des communes, et dont les marchandises espagnoles étaient exemptes.

Enfin, on posa les bases d'un changement prochain dans la façon de percevoir les droits (droits spécifiques remplaçant les droits *ad valorem*).

Cette convention, si précaire fût-elle, eut cependant une importance considérable ; pendant deux ans, et en attendant le tarif de 1881 et la conclusion de nouveaux traités de commerce, elle nous permit de ne pas perdre en Espagne tous nos débouchés.

Mais on songeait déjà à l'établissement d'un tarif général. Le 9 février 1877 (1), Teisserenc de Bort, ministre de l'Agriculture et du Commerce présentait dans ce but un projet de loi qui ne put être discuté. Le 21 janvier 1878 (2) un nouveau projet fut présenté, précédé du même exposé des motifs, mais avec quelques variations dans le tarif. « Le moment est venu, y lisons-nous, de remanier notre tarif général en répudiant les vieilles idées de l'isolement, de l'antagonisme et des représailles pour ne nous inspirer que des besoins de notre approvisionnement, de l'extension de nos débouchés et du désir de consolider la situation que quinze années de pratique du régime de liberté commerciale modérée ont créé dans notre pays. »

1. *Journal Officiel* du 25 mars 1877.

2. *Ibid* 15 mars 1878.

Le tarif de 1881.

Le débat fut élevé et reste instructif. M. Tirard, ministre du Commerce et de l'Agriculture, fit voir la contradiction ridicule dans le fait de percer des montagnes et de jeter des ponts sur les fleuves, de construire des ouvrages destinés à faciliter les échanges si on doit les arrêter par des barrières de douanes. M. Méline, rapporteur de la commission, répondit que l'industrie était tellement menacée qu'elle allait être contrainte de réduire le seul élément des frais généraux encore réductibles, le seul auquel elle n'eût pas encore touché (ajoutait-il comme pour se donner tort), les salaires.

Pascal Duprat se prononça très énergiquement contre les tarifs élevés : « L'effet naturel des tarifs est de faire hausser les prix de toutes choses et d'accroître les difficultés de la production. Les tarifs sont une source de privilèges politiques. Mais que nous, républicains, en possession d'institutions républicaines basées sur le suffrage universel, nous allions fortifier les privilèges économiques, les encourager ! Ah ! prenons-y garde ! Il ne faut jamais laisser subsister de privilèges dans les lois d'une République, si l'on ne veut s'exposer dans l'avenir à de terribles mécomptes ! »

M. Rouvier soutint qu'on ne doit l'impôt qu'à l'État. Les droits de douane sont un impôt antidémocratique, un impôt sur les découvertes de la science et la

trop grande facilité des transports. Nos exportations, répondait-il à M. Méline, ont diminué en valeur mais non en poids. Et la diminution de valeur tient à la baisse des prix. Or, la baisse des prix, (1) due à la réduction du prix de revient par la transformation des moyens de transport et l'application à l'industrie des moteurs mécaniques, est un phénomène heureux.

Le projet fut voté le 8 avril, et la loi promulguée le 7 mai 1881. Le tarif de 1881 était plus élevé que l'ancien tarif conventionnel.

Les matières premières et les denrées alimentaires entraient en franchise ou étaient légèrement frappées. Toutefois, la taxe sur les bestiaux, les raisins secs et les féculs était aggravée. Les surtaxes d'entrepôt et d'origine étaient maintenues pour un grand nombre de produits. Enfin, les droits *ad valorem*, selon les désirs formels exprimés dans l'enquête de 1875, étaient remplacés par les droits spécifiques.

Le nouveau tarif général devait être le point de départ de nouveaux traités de commerce avec la Belgique, le 31 octobre 1881, l'Italie, le 3 novembre 1881, le Portugal, le 19 décembre 1881, les Pays-Bas, le 28 no-

1. Nouveau *Dictionnaire d'économie politique*, 2^e édition. Prix (M. de Foville). D'après le bureau de statistique du ministère des Finances. La baisse de prix dans l'exportation française de 1873 à 1883 a été de 9,6 %. Il est incontestable que les prix ont haussé d'une façon très sensible depuis cette époque.

vembre 1881, avec la Suède et la Norvège le 30 décembre 1881, avec l'Espagne le 6 février 1882, avec la Suisse le 23 février 1882.

Tous ces traités étaient exécutoires à partir du 16 mai 1882 jusqu'au 1^{er} février 1892.

Un nouveau tarif conventionnel était ainsi créé. Les sucres bruts, les alcools, sauf l'eau-de-vie, les céréales et le bétail restaient soumis, avec 300 articles environ, au tarif général. 1.200 articles ressortaient du tarif conventionnel. Les uns étaient taxés comme au tarif général, une centaine étaient majorés, 150 environ étaient réduits.

D'une façon générale, on peut dire que la politique commerciale fut à cette époque dirigée avec un grand esprit de mesure et le sage souci de concilier les divers intérêts en présence, et l'on s'en rend compte encore lorsqu'on considère qu'en Allemagne Bismarck se lançait alors dans la politique de protectionnisme qui devait être le corollaire de sa politique, d'impérialisme et de socialisme d'État.

L'opion publique anglaise elle-même, pourtant si favorable au libre-échange aurait presque estimé opportun d'établir un tarif général afin de pouvoir revenir au régime des traités de commerce par l'offre d'un abaissement de tarifs. En présence de ce revirement de nos puissants voisins, n'était-il pas naturel que nous nous tenions sur nos gardes ?

Quoi qu'il en soit, au point de vue spécial qui nous intéresse, le traité du 6 février 1882 entre la France et l'Espagne, vaut d'être analysé dans son contenu et dans ses conséquences.

IV. — LE TRAITÉ DU 6 FÉVRIER 1882 ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE (1).

Un traité de commerce est fait de concessions réciproques. C'est précisément le grand avantage de ces traités que de tenir compte des circonstances de fait.

Nous étudierons donc les concessions que la France fit en 1882 à l'Espagne, nous verrons aussi celles qu'en retour l'Espagne fit à la France.

Nous avons accordé à l'Espagne la franchise au profit des légumes secs, des fruits secs, et en particulier des figues, des grains, des engrais, des laines en masse, des soies, des poteries et des minerais. Nous avons abaissé les droits sur les tissus et les tapis de Sparte.

Les produits de l'Agriculture espagnole furent favorisés par l'abaissement (de 6 fr. à 3 fr. les 100 kilos) du droit sur les oranges et les citrons. Le droit sur les vins était réduit de 3 fr. 50 à 2 francs l'hectolitre jusqu'à 15 degrés. C'était une importante mesure.

1. Livre jaune du ministère des Affaires étrangères. Imprimerie nationale 1882.

L'Espagne jouissait enfin des abaissements de droits et des exemptions antérieurement accordées à l'Italie et au Portugal.

La France retirait à son tour de sérieux avantages.

Les vins français entraient désormais en Espagne moyennant un droit de 2 pesetas par hectolitre, au lieu de 6 pesetas. Il y avait donc, sur ce point, complète égalité de traitement entre les vins français et espagnols.

Les vins mousseux français payaient 5 pesetas l'hectolitre au lieu de 10.

La taxe de sortie sur les plombs argentifères d'Espagne, qui s'élevait à 10 pesetas, était supprimée.

Mais nos produits manufacturés étaient aussi très favorisés.

Les tissus de laine pure du genre draperie furent taxés au tarif espagnol à 4 pes., 30 le kilogramme au lieu de 5 pesetas; les droits sur les tissus mélangés de coton furent réduits de 5 pesetas à 2 pes., 60. Mais les droits sur les tissus de laine pure, autres que les draps, ne furent pas abaissés. Pour les tissus de laine mélangés de coton, les droits étaient abaissés de 3 pes. 50 à 2 pes. 17.

Nos tissus de soie profitèrent d'un tarif plus réduit : des diminutions de 33 à 45 % furent faites en faveur des tissus de soie unis ou croisés, des velours et les peluches, des tissus de soie mélangés.

Les tissus de coton jouirent d'un abaissement de 25 à 80 % selon les catégories. Des réductions de 40 à

50 % furent accordées à nos vêtements confectionnés, à la lingerie cousue, aux peaux et ouvrages en crin, — des réductions de 15 % furent accordées sur la verrerie, de 20 à 25 % sur la porcelaine et la faïence, de 15 à 20 % sur divers ouvrages en métaux, de 10 % sur la passementerie.

Conséquences du régime de 1882

Nous sommes amené, dès ce moment à utiliser de nombreuses statistiques officielles. On les a beaucoup attaquées : par leur précision même, elles gênent ceux qui ne veulent pas voir.

On critique particulièrement les statistiques douanières, en disant que le service intéressé est impuissant à empêcher la fraude, qu'il en est parfois complice. On cite des cas où la troupe a dû renforcer le service espagnol des douanes. Mais ce sont là des faits exceptionnels.

Au surplus, le pourcentage des erreurs est à peu près identique d'année à année et de pays à pays, il y a une certaine constance des erreurs et les statistiques douanières sont relativement vraies.

On a été frappé, d'autre part, de la discordance qui existe souvent entre les chiffres de l'exportation indiqués dans la statistique douanière d'un État et ceux de l'importation correspondante dans la statistique d'un

autre État. Parfois, ces différences, en raison de leur importance, ne manquent pas d'embarrasser, et l'on hésite à tirer parti de ces chiffres. Mais dans l'immense majorité des cas, la discordance est minime et se traduit par une infériorité du chiffre des sorties. Ces faits sont facilement explicables : on conçoit que la surveillance soit plus sévère à l'entrée, car elle est intéressée et donne lieu à la perception de droits de douanes.

Le chiffre de l'importation dans un pays semble donc devoir être plus exact que celui de l'exportation correspondante du pays de provenance et si l'on se met prudemment en garde contre certaines causes d'erreur qui tiennent le plus souvent à la nature même des marchandises, il n'est pas niable que les documents de statistique douanière ne puissent être employés avec profit.

Les tableaux de l'importation en France, (commerce spécial) (1) et de la part de l'Espagne dans cette importation montrent que (2) :

1. Tous les chiffres rapportés dans cette étude sont relatifs au commerce spécial.

2. Voir aussi le Tableau graphique, page 153. Ces chiffres sont tirés du Tableau général du commerce de la France. (*Publication annuelle de la Direction générale des Douanes.*)

	Sur une importation totale de :	La part de l'Espagne est de :	Soit %.
	<i>Millions</i>	<i>Millions</i>	
En 1882. . . .	4.821	367	7,6
1883. . . .	4.804	372	7,7
1884. . . .	4.344	298	6,9
1885. . . .	4.088	361	8,8
1886. . . .	4.208	398	9,5
1887. . . .	4.026	357	8,9
1888. . . .	4.107	378	9,2
1889. . . .	4.317	355	8,2
1890. . . .	4.437	354	8 »
1891. . . .	4.768	472	8,6

Sous le régime de 1882, les importations d'Espagne en France ont donc subi une sérieuse progression. Leur part dans le mouvement général des importations en France (8 à 9 % en moyenne) est très respectable.

Par quels chiffres se traduisent, pendant les mêmes années, les importations de France en Espagne (1) ?

1. Consulter également le graphique,

Les chiffres de l'importation française en Espagne ont été relevés dans l'*Estadística general del Comercio exterior de España*.

	Sur une importation totale de :	L'importation de la France atteint	Soit %.
	<i>Millions de pesetas</i>	<i>Millions</i>	
En 1882. . . .	816,7	220,9	27
1883. . . .	893,4	234,9	26,2
1884. . . .	779,6	191,9	24,6
1885. . . .	764,8	198,6	25,9
1886. . . .	855,2	245 »	28,6
1887. . . .	811,2	237,7	28,9
1888. . . .	716,1	211,8	29,5
1889. . . .	866,3	264,3	30,5
1890. . . .	941,1	292,3	31
1891. . . .	1.018,8	326,8	32

Le régime de 1882 était donc très favorable à l'importation française en Espagne qui atteint 28 % environ de l'importation totale.

Mais si l'évaluation des importations par la Commission des valeurs en douanes est intéressante à connaître, il est plus instructif d'étudier la nature des objets importés et leur quantité.

Quels étaient donc les principaux articles de l'importation espagnole en France sous le régime de 1882 ?

Prenons l'année 1886 qui est une année normale.

Sous le régime de 1882 et pendant l'année 1886 furent importés d'Espagne en France :

6.426.000 hl. de vins d'une valeur de	303.600.007 fr.
48.160,472 kgr. de plomb	— 14.900.000 »
55.445.638 — de fruits de	
table	— 23.500.000 »

4.422.403	—	de laines et déchets de laine	—	8.800.000 fr.
379.419.000	—	de minerai de fer	—	5.700.000 »
9.173.664	—	de cuivre	—	5.100.000 »
4.311.990	—	de poissons frais, secs ou salés	—	4.300.000 »
2.311.131	—	d'huiles d'olives	—	3.200.000 »
36.381	—	de safran	—	3.500.000 »

Les peaux brutes, le zinc, le liège ouvré, les soies et les bourres de soie, les tartrates étaient également importées pour une valeur respective d'environ 2.500.000 fr.

Dans la même année de 1886, nous importions en Espagne :

16.183	quintaux de tissus de laine	d'une valeur de 26.100.000 fr.
20.371	têtes de chevaux, ânes et mulets	— 14.900.000 »
960	quintaux de tissus de soie	— 5.500.000 »
8.806	quintaux de tissus de coton	— 4.800.000 »
6.851	quintaux tabletterie, bimbeloterie, etc.,	— 6.500.000 »
52.217	quintaux outils et ou- vrages en métaux	— 5.500.000 »
—	bois communs	— 4.000.000 »

100.548 poissons et mo-		
rues salées	—	5.500.000 fr.
16.480 laines et déchets		
de laine	—	5.000.000 »
19.470 peaux et pellete-		
rie brute	—	4.500.000 »
— bestiaux.	—	5.800.000 »

Nous envoyons encore à l'Espagne pour 3.200.000 fr. d'huiles fixes pures autres que l'huile d'olive ; pour 2.500.000 francs de poteries, de verres et de cristaux ; pour 3.800.000 francs de soies et bourres de soie ; pour 3.000.000 de francs de produits chimiques et d'engrais : pour 1.100.000 francs d'extraits de bois de teinture ; enfin pour 1.900.000 francs de vins (avec 210.924 hectolitres).

Le traité, dont les heureuses conséquences sont indiscutables, puisque le chiffre des échanges entre les deux pays augmenta de part et d'autre de plus de 100.000.000 de francs par an en moins de dix années, ne fut pourtant signé qu'après bien des difficultés, et ne fut pas renouvelé.

Il existe, en effet, en Espagne, une province industrielle, la Catalogne, qui réclamait l'application de tarifs élevés plutôt qu'une convention libérale.

Les viticulteurs français avaient de leur côté opposé une sérieuse résistance à la réduction de 3 fr. 50 à 2 fr. du droit sur les vins de moins de 15°. Cette réduction, qui était la condition de la signature du traité, fut accor-

dée. Ce fut la question d'une réduction de nos droits sur les vins, qui fut en revanche la pierre d'achoppement du traité projeté en 1906; nous verrons que cette fois les réclamations aveugles de la viticulture française eurent plus d'influence dans les conseils du Gouvernement.

Le traité de 1882 devait rester en vigueur jusqu'au 1^{er} février 1892. Il ne fut pas renouvelé avant son expiration; et à cette époque, les deux pays s'appliquèrent les droits les plus élevés de leurs tarifs respectifs. (Aran- cel du 31 décembre 1891, tarif français du 11 janvier 1892.)

SECTION III

LE COURANT PROTECTIONNISTE MODERNE

I. — LES MOTIFS

Comment expliquer ce retour au protectionnisme, alors que les effets des traités de commerce et des abaissements de tarif avaient été si favorables au commerce d'exportation et à la prospérité générale du pays.

On ne se plaça pas sur le terrain des principes. On n'attaqua pas le libre-échange en tant que théorie, on n'osa pas soutenir que son application mesurée et graduelle n'avait été et ne serait encore bienfaisante. On chercha donc je ne sais quelles raisons d'opportunisme pour excuser le vote d'un tarif général exorbitant et d'un tarif minimum déjà trop élevé pour ne pas gêner les échanges internationaux.

M. Jules Roche essaya de justifier son projet de loi par les arguments tirés de l'état actuel de la production mondiale : « La diffusion des connaissances scientifiques, écrivait-il (1), la vulgarisation des procédés tech-

1. Projet de loi relatif à l'établissement du tarif de douanes. Exposé des motifs, 20 octobre 1890. *Documents parlementaires*, annexe n° 932.

niques ne permettent plus à quelques contrées privilégiées de garder le monopole d'industries qu'elles s'étaient habituées à considérer comme faisant en quelque sorte partie de leur patrimoine ; la production industrielle s'est généralisée ».

Il n'est pas niable que la diffusion des connaissances scientifiques ait eu pour conséquence la création de certaines industries dans des contrées où elles avaient été jusqu'alors inconnues. Est-ce à dire que certains pays n'ont pas conservé le monopole de fait de certaines industries, soit à cause de la nature de leur sol et de leur sous-sol, soit à cause de leur climat, ou même encore des aptitudes de leurs habitants ? Est-ce à dire que l'on doit protéger toutes les industries pour que tous les pays se suffisent à eux-mêmes ? Quel non sens ! au moment où le principe de spécialisation s'impose partout par ses merveilleux effets ! Si une industrie est viable dans un pays, on doit, dès qu'elle est sortie des difficultés de début qui peuvent, dans certains cas, légitimer une protection temporaire, l'affranchir de la tutelle de la douane et la déclarer majeure. Mieux vaut, en effet, acheter à bas prix à l'étranger que de payer cher un produit fabriqué dans de mauvaises conditions à l'intérieur du pays.

« C'est surtout dans les pays neufs (1), disait encore M. Jules Roche, abondamment pourvus de ressources

1. *Idem.*

naturelles, soustraits aux énormes charges fiscales et militaires qui grèvent si lourdement la production de la plupart des états de l'Europe, que ce phénomène (la création de grands centres manufacturiers) s'est manifesté avec le plus d'intensité, et il est permis de dire que le fait que ces pays passent rapidement de la situation de consommateurs à celle de producteurs industriels est un des plus importants parmi ceux qui caractérisent l'évolution économique actuelle, et qu'il est de nature à modifier profondément les rapports antérieurement établis. »

Il n'est pas exact de dire que les « pays neufs » auxquels pensait M. Roche, c'est-à-dire les États-Unis, le Japon, etc., sont soustraits aux charges militaires qui écrasent l'Europe. Toutes les grandes nations du globe souffrent malheureusement et nécessairement du même mal.

Il n'est pas plus exact de dire qu'un pays passe de la situation de consommateur à celle de producteur industriel. Ces termes sont trop absolus. Un grand pays producteur devient fatalement un pays grand consommateur par suite de l'augmentation de la richesse publique. Si donc il est juste de constater la naissance de nouveaux rivaux producteurs, il est nécessaire de constater la présence de nouveaux et larges débouchés. Et si nous consultons la liste des principaux pays avec lesquels nous faisons le plus gros chiffre d'affaires, que voyons-nous ? En première ligne, nous trouvons l'An-

gleterre, puis la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis. M. Jules Roche soutiendra-t-il que ces pays ne sont pas de grands « producteurs industriels » ?

M. Méline, lui-même, rapporteur de la commission à la Chambre des députés, n'attaqua pas la théorie du libéralisme commercial : « La commission, disait-il, ne voit dans la protection comme dans le libre-échange, que des procédés de réglementation internationale des échanges, bons ou mauvais selon les temps, les lieux, l'état économique et financier des différents peuples. Le meilleur, à ses yeux, pour une nation, est celui qui assure la plus grande somme de travail, puisque plus il y a de travail, plus il y a de capital et par conséquent, plus de salaires pour la masse laborieuse. » M. Méline reprenait donc, comme en 1881, les arguments que jadis faisait valoir « l'association pour la défense du travail national ». C'est en faisant croire à l'ouvrier que le libre-échange doit amener la baisse des salaires que l'on est arrivé dans le Parlement à constituer une majorité en faveur des tarifs protectionnistes, comme si l'abaissement du prix des choses et du coût de la vie ne devait pas constituer pour lui une large compensation !

*La question des traités de commerce et du
tarif minimum.*

La poussée protectionniste était telle qu'on ne voulut point que l'œuvre élaborée avec tant de peine fût l'œu-

vre d'un jour. Pour qu'elle ne pût être atténuée, on voulut arracher au Gouvernement la promesse de ne pas accorder dans les futurs traités de commerce de tariffications plus basses que celles du tarif minimum. M. Ribot, alors ministre des Affaires étrangères (22 mai 1891) dut en donner l'assurance à la Chambre. « De ce que nous ne voulons pas nous lier (1), de ce que nous n'abandonnons aucune de nos prérogatives, s'ensuit-il que nous voulions, en quelque sorte de gaité de cœur, nous jeter à la traverse de l'œuvre de la Chambre, en prendre pour ainsi dire le contre-pied, et que nous ayons la prétention de réduire ce tarif minimum que nous vous avons présenté nous-mêmes, à l'état de lettre morte, que nous voulions, le lendemain du jour où vous l'aurez voté, en détruire la plupart des articles par des traités de commerce? Non, messieurs, je n'hésite pas à le dire, nous ne le ferons pas ; cette politique ne peut être la nôtre.

« Le pays a indiqué et la Chambre a dit qu'elle voulait, autant qu'il est possible, rester maîtresse de ses tarifs, de sa législation économique ».

M. Peytral, insistant pour une réponse plus précise encore, M. de Freycinet, président du Conseil, ne voulut point s'engager, mais il semble qu'il défendait seulement des prérogatives constitutionnelles. « Que vou-

1. *J. Off.* du 23 mai 1891. Session ordinaire, page 938.

lez-vous du Gouvernement (1) ? répondit-il. Qu'il vous dise : nous renonçons à un droit qui est inscrit dans la Constitution ? Non. » « Que penseriez-vous alors d'un Gouvernement qui s'exprimerait ainsi : Voilà deux tarifs que nous allons voter ensemble avec l'intention de les prendre pour base de nos rapports internationaux, mais dans aucune circonstance, sous aucun prétexte, nous ne viendrons, même si nous jugions cette mesure motivée par un grand intérêt national, vous proposer une modification quelconque. Que vous employiez le terme de conventions internationales, ou de traités de commerce, ou de modifications à la loi, il est certain que le Gouvernement ne peut vous assurer qu'à un moment donné il ne viendra pas vous demander de modifier un ou plusieurs articles du tarif minimum. Vous ne demanderiez pas un semblable engagement pour le tarif général lui-même, vous ne pouvez l'exiger pour le tarif réduit ni pour une loi quelconque... Le double tarif que vous allez voter, sur la proposition même du Gouvernement, sera la base de nos rapports internationaux ; si maintenant on veut que nous allions plus loin, que nous prenions l'engagement d'abandonner des prérogatives constitutionnelles, je répète que nous ne le ferons pas et que nous ne pouvons pas le faire ! »

Il était bien certain cependant, que le Gouvernement

1. *Idem*, page 942.

tiendrait compte de cet état d'esprit de la Chambre. Le tarif minimum devait être plus qu'une « table de renseignements » (1) et les traités de commerce qui avaient suivi le tarif de 1881 ne furent pas renouvelés.

*Le tarif français du 11 janvier 1892.
L'Aran cel espagnol du 1^{er} février 1892 (2).*

La loi française du 11 janvier 1892 comprend deux tarifs : le maximum et le minimum, qu'une loi seule peut modifier.

Elle décide dans son article 8 que le Gouvernement peut appliquer une surtaxe et même la prohibition aux marchandises des pays qui agiraient de même à l'égard de la France.

L'admission temporaire ne sera admise qu'après avoir été accordée par le Parlement.

Le vote de cette loi et de ses tarifs très élevés, quoique l'un d'eux s'appelle « minimum », suscita en Espagne de vives réclamations. Les viticulteurs espagnols sentirent le coup droit qui leur était porté. Mais l'Espagne n'avait-elle pas inauguré elle-même le régime protectionnisme moderne par l'élaboration du nouvel Aran cel du 31 décembre 1891 (entré en vigueur le 1^{er} février 1892) comprenant trois tarifs : le tarif général, le tarif

1. *Jour. Off.* du 23 mai 1891, page 938. Interruption de M. Millerand.

2. *Annales du Commerce extérieur*. Tarif espagnol de 1892. 6^e fascicule 1893.

minimum (plus élevé, en moyenne, que le tarif correspondant français) enfin un tarif conventionnel créé par les traités de commerce encore en vigueur.

En réalité, il serait vain de rechercher à qui incombe la faute première. Le régime douanier espagnol n'avait subi aucune modification fondamentale depuis les réductions concédées en 1882 par le traité conclu avec la France. Et le rapporteur général de la Commission des douanes de 1891 dans sa revue de la politique économique des divers pays, constatait seulement que les principes sur lesquels reposait le tarif de 1882 étaient « depuis quelque temps (1) mis en discussion, et qu'il s'était formé dans la péninsule un courant d'opinions très accentué contre le renouvellement des traités et en faveur de l'augmentation des droits ».

Chacun des deux pays, est donc également responsable de ce mouvement de panique dont nous allons constater les résultats.

Remarquons cependant que les Chambres espagnoles s'étaient alors montrées plus libérales que les Chambres françaises. Elles ne s'interdisaient pas de toucher au tarif minimum par des dérogations conventionnelles, et elles conciliaient de la façon la plus adroite les prérogatives législatives et les avantages des traités de commerce résultant du droit conventionnel.

1. J. Roche. Projet de loi relatif à l'établissement du tarif des douanes, 20 octobre 1890. *Documents parlementaires*, annexes, n° 932.

La France offrit à l'Espagne le bénéfice de son nouveau tarif minimum en échange de son tarif conventionnel. Notre offre fut refusée et on nous proposa l'échange de deux tarifs minimum. Mais la France, jugeant que le tarif minimum de l'Espagne ne correspondait pas au sien et qu'elle ne pouvait accepter une situation inférieure à celle de l'Angleterre, qui, jusqu'au 30 juin 1892 (date de l'expiration du traité anglo-espagnol) profitait encore du tarif conventionnel de l'Espagne, n'accepta pas cet arrangement.

*La guerre des tarifs jusqu'au « modus vivendi »
du 1^{er} juin 1892 prorogé par celui du 31 décembre 1893.*

L'effet de l'application à l'Espagne de notre tarif général se fit rapidement sentir. Ses vins riches en alcool trouvèrent dans la douane une barrière insurmontable. L'Espagne nous appliquant également son tarif général prohibitif de 1892 notre exportation de tissus et d'ouvrages en bois, de poteries, de verres, de cristaux, de bestiaux, de peaux et d'ouvrages en peaux, diminua dans des proportions considérables.

Ce régime menaçait d'être tellement désastreux (1)

1. Les conséquences pouvaient être très graves. Non seulement le commerce franco-espagnol était arrêté, mais les divers pays qui, comme l'Angleterre, jouissaient de leurs conventions avec l'Espagne jusqu'au 30 juin 1892, étaient en excellente posture pour prendre notre place sur le marché espagnol.

qu'on résolut de s'entendre. Comment faire ? Signer un nouveau traité de commerce ? Le Parlement français entendait rester maître de ses tarifs. L'Espagne elle-même était imbue de protectionnisme. On imagina donc d'établir un système d'entente provisoire : *un modus vivendi*. On l'appliqua dès le 1^{er} juin 1892 (décret royal du 28 mai 1892). Il fut renouvelé pour l'année 1894 par des déclarations échangées le 30 décembre 1893 (1) et prorogé *sine die* par la déclaration du 27 décembre 1894 (2). Ce régime de fragile entente était dénonçable par l'une ou l'autre partie, trois mois à l'avance ! Nous accordions à l'Espagne le bénéfice de notre tarif minimum. L'Espagne nous accordait en retour la tarification de la deuxième colonne de son Arancel avec le bénéfice des conventions spéciales passées avec la Suisse, la Suède, la Norvège et les Pays-Bas.

1. *Annales du Commerce extérieur*, 4^e fasc. 1894, France. (Lég. comm. n° 369).

2. *Idem*, 8^e fasc. 1895 (*Traités et conventions*, n° 2).

II. — LE RÉGIME DE 1894 ET SES AGGRAVATIONS ULTÉRIEURES

Cet état de choses ne pouvait satisfaire le commerce des deux pays ni être profitable aux échanges.

Ce *modus vivendi* était un régime provisoire dénonçable trois mois à l'avance. Bien plus, même sans être dénoncé, ce régime pouvait être transformé au gré de chaque parlement. Rester maître de ses tarifs, c'était l'idée dominante ! Il ne pouvait y en avoir de plus funeste. En effet, c'est un lieu commun de dire, qu'il est pourtant nécessaire de répéter que le commerce a besoin de stabilité. Or, ce régime ne présentait aucune garantie pour les entreprises commerciales de quelque durée.

Au surplus, ce *modus vivendi* en lui-même était défavorable aux échanges. Car les tarifs réduits français et espagnols étaient encore beaucoup trop protecteurs.

La situation allait s'aggraver encore et les parlements français et espagnols allaient voter tour à tour des taxes prohibitives sur de nombreux produits.

Le 1^{er} juillet 1897, l'Espagne imposait à toutes les importations chez elle une taxe additionnelle de 10 % par un simple décret. Cette réelle aggravation de tarifs était grossièrement simulée : « La surtaxe de 10 % ne sera pas, stipulait le décret, entendue comme modification des tarifs douaniers actuels, mais formera une surtaxe additionnelle transitoire sur la totalité de ce qui est dû pour chaque déclaration. » Un autre exemple nous montrera encore quels effets pouvait avoir un pareil régime : une simple ordonnance du 12 juillet 1901 taxe à double tarif les lainages pesant plus de 200 grammes au mètre carré, en les classant dans la catégorie des draperies.

Du côté français, la politique économique est la même. En vertu de l'application de notre tarif minimum de 1892, les vins espagnols payaient, à leur entrée en France, un droit de 0 fr. 70 par degré alcoolique et par hectolitre de liquide, plus, à partir de 11 degrés et par chaque degré en sus, une taxe égale au montant du droit de consommation de l'alcool. Le décret du 28 novembre 1898 et la loi du 1^{er} février 1899 exagèrent ce droit et imposent l'hectolitre à 12 francs pour les vins de moins de 12 degrés. Pour chaque degré au-dessus de 12 degrés, les vins espagnols devaient payer une taxe égale à celle de la consommation intérieure de l'alcool. Or, cette taxe est depuis le 31 novembre 1900, égale à 2 fr. 20 par degré.

Les mistelles, produits artificiels obtenus par la sural-

coolisation des moûts, soumis au même régime que les vins ordinaires en 1892, ont été le 15 mars 1902 l'objet d'une loi qui crée pour eux un régime prohibitif. Les vins de liqueur ont été frappés par la loi du 13 avril 1898 qui les impose pour leur force alcoolique totale avec un minimum de perception de 15 % qui les frappe, en outre, de demi-droits de consommation, d'entrée et d'octroi jusqu'à 15° et des droits pleins au-dessus de 15°, tout cela en plus des droits de douanes auxquels ils sont soumis comme les vins ordinaires.

En somme, les droits atteignaient des deux côtés de la frontière, le 1/3 de la valeur pour certains objets. En 1902, les vins d'Espagne importés en France sont évalués à 18.321.950 francs, les droits de douanes perçus atteignent 6.630.250 francs. La proportion est à peu près aussi forte pour les fruits de table et les poissons frais ou secs.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le mouvement des échanges se soit ralenti depuis 1892? N'est-ce pas la conséquence naturelle et voulue de cette guerre de tarifs?

Les importations d'Espagne en France, *estimées en 1891 à une valeur de 412 millions de francs, soit 8 % de notre importation totale*, descendent (1) :

En 1892 à 278 millions de francs	soit 6 %
— 1893 à 208	— 5,4 %

1. Consulter le graphique.

En 1899 à 239 millions de francs soit 5,3 %.

— 1901 à 157 — — 3,6 %.

— 1902 à 156 — — 3,5 %.

Prenons, pour restreindre le plus possible une nomenclature fastidieuse, les 3 ou 4 principaux articles de l'importation espagnole en France.

L'Espagne nous envoyait en 1886 pour plus de 303 millions de francs de vins.

En 1892 pour 184 millions de francs.

En 1901 pour 31 millions — seulement.

L'Espagne nous envoyait en 1886 pour 23.500.000 fr. de fruits de table.

En 1892 pour 14.500.000 francs.

En 1901 pour 13.900.000 —

Il est vrai de dire que son importation de matières premières comme le plomb, n'a que faiblement diminué que son importation de peaux brutes a considérablement augmenté, passant de 1886 à 1901 de 3 millions de francs à 15 millions de francs, que son importation de cuivre a passé de 5 millions de francs en 1886 à 14 millions de francs en 1901 ; et que les laines elles-mêmes importées pour une valeur de près de 9 millions de francs en 1886 après être tombées à 4.500.000 fr. en 1892, sont importées en 1901 pour une valeur de 10.500.000 francs.

Quant aux importations de France en Espagne, *évaluées en 1891 à 326.800.000 francs, soit à 32 % de l'importation totale en Espagne*, elles tombent (1) :

En 1892 à 231.400.000 francs	soit 27 %
— 1893 à 204.300.000	— — 26 %
— 1899 à 157.600.000	— — 15 %
— 1901 à 144.600.000	— — 15,3 %

Les principaux éléments de nos exportations qui ont le plus souffert sont : les tissus de laine dont l'exportation en quintaux tombe à 7.493 en 1892 et 4.188 en 1901, avec une valeur de 5.400.000 francs. Notre importation en Espagne de tissus de coton, de chevaux, d'ânes et mulets, de tabletterie et bimbeloterie, d'outils et d'ouvrages de métaux, de peaux et pelleteries brutes ou préparées, de bestiaux, a baissé dans de très sérieuses proportions.

L'importation en Espagne de certains produits augmente, (le vin, les produits chimiques, les engrais, les machines et mécaniques, les bois communs) mais elle est loin de compenser les pertes subies.

L'importation dans ce pays des tissus de soie reste stationnaire.

En résumé, et d'une façon générale, on peut dire que par l'effet du tarif de 1892 et du *modus vivendi* qui le suivit, la France a perdu annuellement 62 millions de

1. Consulter le graphique.

francs dans la diminution de ses importations en Espagne. L'Espagne, pendant la même époque, a perdu en moyenne 200 millions de pesetas par an, par la diminution de son importation en France.

Mais ces chiffres, malgré leur force probante, et leur précision, ne sauraient dévoiler toute l'étendue du mal. Ils ne montrent pas les conséquences immédiates qui sont, en même temps que la perte des débouchés, la cherté de la vie, l'arrêt du progrès de l'outillage des deux côtés des Pyrénées et surtout en Espagne.

Après avoir passé en revue le régime de 1894 et constaté ses malheureux effets, nous entrons dans une période plus proche encore de nous.

*Le décret royal du 23 mars 1906
modificatif du nouvel arancel (1).*

En effet, c'est le 23 mars 1906 qu'un décret royal rendu public, le nouvel arancel, profondément modifié. Il substituait aux 410 rubriques du tarif antérieur une nouvelle subdivision en 697 rubriques. Les droits étaient considérablement aggravés ; quelques exemples pris au hasard nous le prouveront rapidement :

1. Modifié par décret du 25 juin 1906.

		Droits minima	
		Anciens	Nouveaux
Machines à vapeur (1). . . .	100 kilos	18	35 à 40
Papiers photographiques. . .	100 kilos	40	200
Peaux de lapin et de lièvre. .	le kilogr.	0,65	8
Poils de lapin et de lièvre . .	100 kilos	2	100
Couronnes mortuaires en zinc et porcelaine	100 kilos	26	400
Pianos à queue.	la pièce	325	500
Instruments d'optique et de mé- decine (2)	le kilogr.	2	3 à 15
Contellerie	100 kilos	150	300
Eaux minérales.	l'hectol.	5	25
Tissus de pure laine (3) . . .	Nombreuses subdivisions. Droits doublés.		

Cette comparaison entre quelques articles de l'ancien tarif espagnol et du nouveau montre que le *modus vivendi* de 1894, déjà si considérablement aggravé des deux côtés des Pyrénées, recevait dès ce jour un coup mortel, et était, par l'Espagne, dénoncé en fait (4).

1. Presque tous ces exemples sont tirés du remarquable rapport de M. Laguionie à la Chambre de Commerce de Paris (1906).

2. Ce sont des instruments de science et d'enseignement qui sont admis en franchise dans la plupart des tarifs.

3. Voir pour détails, page 99.

4. Il serait facile de soutenir par l'interprétation juridique des textes que le *modus vivendi* était du même coup dénoncé en droit. Le décret royal du 31 décembre 1893 portait en effet que « le tarif conventionnel résultant des traités déjà approuvés par les Cortès et ceux qui, dans le cours de cette même année, seraient mis en vigueur », seraient appliqués aux produits fran-

Si nous ajoutons que le décret du 23 mars 1906 stipulait que les droits seraient désormais payables en or, ce qui avec l'état du change espagnol, constituait une charge de plus pour les exportateurs français (1) nous aurons montré combien la puissance du protectionnisme était grande en Espagne.

Les nouveaux droits étaient applicables le 1^{er} juillet 1906. Les réclamations devaient être présentées avant le 30 avril.

L'Union pour l'amélioration des conventions commerciales entre la France et l'Espagne, fondée à Paris, se mit à l'ouvrage et présenta, dans le délai fixé, la note de réclamations du commerce français. Une délégation partit même pour Madrid afin de se renseigner sur place, sur la possibilité d'une entente directe et prochaine. Le journal *Le Temps* (2) s'exprimait ainsi sur la situation actuelle : « En 1903, l'Espagne et la France vivaient réciproquement au point de vue commercial, sous le régime des tarifs de 1892, tarifs qui entraînèrent

çais. La France, de son côté, avait accordé « le bénéfice de ses tarifs les plus réduits ». L'Espagne aurait profité aussi de nos modifications conventionnelles faites au cours de l'année 1894, mais nous avons vu que cette éventualité ne pouvait être envisagée sérieusement. L'Espagne s'était donc liée d'une façon très précise et il est permis de dire que tout changement apporté dans ses tarifs à partir de 1894 dénonçait en droit l'accord.

1. Voir page 102.

2. *Le Temps*, 19 mai 1906.

déjà une diminution si sensible dans les échanges entre les deux pays.

Après quinze années d'expérience de ces tarifs protectionnistes, un grand nombre d'industriels et de commerçants pensèrent qu'il y avait lieu de tenter d'améliorer un état de choses qui faisait obstacle au développement des rapports entre les deux pays voisins, et ils furent encore encouragés à la réalisation de leurs projets par le rapprochement politique entre les deux gouvernements ; c'est sous ces auspices que se créa l'« Union » sous le titre qui indique nettement son but.

En Espagne, les grandes associations commerciales et agricoles accueillirent avec empressement la fondation de l'Union et tout semblait devoir marcher à souhait pour mener à bonne fin l'œuvre entreprise.

« Rien ne faisait présager alors que l'Espagne, sous l'influence de deux uniques provinces industrielles, reviserait son tarif douanier dans un sens non plus protectionniste, mais prohibitif, à tel point que les organes principaux de la presse libérale espagnole qualifièrent ces tarifs de « tarifs de la faim » (*Arancel del Hambre*).

« En effet, soit qu'il s'agisse de nos tissus nouveautés, de nos modes, de notre cristallerie et de nos porcelaines et faïences, de notre parfumerie, de nos produits chimiques et pharmaceutiques, de nos industries mécaniques, de nos papiers, des appareils de photo-

graphie, de nos articles de Paris ou de l'industrie métallurgique, ce ne sont que des droits majorés dans une plus ou moins grande proportion, et qui opposeront une barrière iusurmontable à nos exportations.

« Se concerter avec les associations économiques espagnoles, combiner les efforts en vue de combattre le protectionnisme à outrance dont nous sommes menacés, tenter de sauvegarder les grands intérêts que compromettrait l'application intégrale des nouveaux droits, s'efforcer de trouver les moyens propres à éclairer les gouvernements des deux nations sur la haute convenance d'accords commerciaux dans l'intérêt commun ; telle est la mission qui incombe à la délégation qui part aujourd'hui. »

Malgré toutes les bonnes raisons que l'on put faire valoir, la crise était ouverte et le gouvernement de Madrid continua son œuvre.

Le Parlement français, lui-même, crut utile de prendre des mesures de défense. Par une loi du 2 juillet 1906, il dénonça le *modus vivendi* du 31 décembre 1894. Le délai de trois mois prenait donc fin le 2 octobre 1906.

En vue de la rupture probable, une loi du 18 juillet 1906 éleva les droits du tarif général sur un certain nombre d'articles qui intéressent particulièrement l'importation espagnole en France : les poissons, l'huile d'olive, les fruits de table frais, les fruits secs, les raisins, les légumes, les bouchons, les éventails, les bijoux,

la vannerie, les eaux minérales, les vins et les liqueurs.

Quelques chiffres sont encore nécessaires :

		Qui payaient d'après le tarif minimum ancien	Auraient payé d'après le tarif général augmenté sur certains points par la loi du 18 juillet 1906, applicable en cas de rupture du <i>modus vivendi</i>
		<i>Francs</i>	<i>Francs</i>
Les poissons . . .		25	30 à 50
Les citrons, oranges, cédrats. . .	100 kilos	5	8 à 15
Les bouchons. . .	100 kilos	27 à 22	50
Les éventails en bois et papier. . .	100 kilos	300	600
Les éventails en étoffe et bois . . .	100 kilos	400	800
Les vins. . . .		Tarif général ancien 25 Plus la surtaxe alcoolique	35 <i>id.</i>

C'est armés de cette façon que les deux Gouvernements réunirent leurs délégués à Saint-Sébastien en vue de concessions réciproques et de la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

Les négociations de Saint-Sébastien.

Les commissions française et espagnole prirent contact à Saint-Sébastien en septembre 1906. La question principale pour l'Espagne était une réduction par la France du droit sur les vins. Ses délégués manifestèrent,

dès le premier jour, leur ferme volonté d'obtenir cette réduction. Or, les délégués français n'avaient pas pour mission de permettre un abaissement de droits sur ce produit. Les Espagnols, de leur côté, voulaient laisser en dehors du traité des produits comme la laine et le coton. On convint de réserver pour l'instant la question des vins et le carnet des réclamations françaises, le carnet espagnol ensuite, furent examinés. La question des vins suspendit le cours des négociations. Le rôle des Commissions était terminé. La diplomatie, s'il y avait lieu, devait continuer l'œuvre et conclure l'accord.

Quels résultats avait-on obtenus, quelles concessions de part et d'autre s'était-on arrachées ?

« Pour la France (1), les négociateurs espagnols avaient abandonné 2.200.000 ou 2.300.000 fr. sur 6.500.000 fr. de droits dont nos produits étaient majorés par l'arancel du 1^{er} juillet 1906. Sur 232 demandes de réduction, 132 totales ou partielles étaient accordées, 37 rejetées et 63 réservées, et non des moindres.

« De notre côté, nous consentions une réduction évaluée à un million de francs sur notre tarif minimum, tel qu'il existait avant le 1^{er} janvier 1906, et qu'il a existé depuis cette époque. »

« Que serait-il arrivé si, à ce moment, les négocia-

1. Discours de M. Victor Lourties, sénateur, ancien ministre du Commerce, président de la Commission française des négociations, à l'assemblée générale de l'Union franco-espagnole, le 12 décembre 1906.

teurs français avaient été autorisés à faire une concession, même légère, sur les vins ? On ne peut rien dire de certain à cet égard ; il est cependant probable que les négociations auraient abouti à de nouvelles et importantes concessions de la part de l'Espagne. »

Ainsi donc, c'est la question des vins qui fut le principal écueil des négociations et qui a empêché la conclusion d'un traité de commerce. Le 2 octobre et le 2 novembre, nous accordions à l'Espagne deux nouvelles prorogations de notre tarif minimum. Enfin, le 2 décembre 1906 intervenait un *modus vivendi sine die*, par lequel nous échangeions notre tarif minimum ancien avec le tarif minimum du nouvel arancel, si considérablement aggravé.

« Quelles sont les raisons (1) qui ont pu déterminer le Gouvernement français à une volte-face qui met en péril, qui sait pour combien de temps, les intérêts essentiels de l'industrie et du commerce français, au regard de ses relations d'affaires avec l'Espagne ? Ont-ils été la rançon de l'entente politique, plus que jamais désirable entre les deux pays ? Le Gouvernement espagnol s'est-il jugé dans l'impossibilité, en raison des difficultés d'ordre intérieur qu'il traverse, de faire accepter par les Cortès espagnols la convention commerciale projetée ? S'est-il arrêté devant l'intransigeance des

1. Discours de M. V. Lourties, président de la Commission française des négociations, à l'assemblée générale de l'Union franco-espagnole, le 12 décembre 1906.

industriels ultra-protectionnistes d'une partie de la Catalogne, de la Biscaye et du Guipuzcoa, et la perspective de son impuissance à rallier les suffrages des représentants de l'agriculture espagnole, en l'absence de toute concession sur les droits d'entrée des vins espagnols en France ? »

Quoi qu'il en soit, la situation est grave. Pouvait-elle s'arranger dans intérêt commun à Saint-Sébastien ? Peut-elle et doit-elle s'améliorer bientôt ? L'étude de la question des vins, et du change espagnol, ainsi qu'un bref aperçu de l'état économique actuel de l'Espagne nous permettront de répondre.

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE

SECTION I

LES QUESTIONS LITIGIEUSES

Le *modus vivendi*, prorogé *sine die* le 2 décembre 1906, crée une situation provisoire et toujours funeste aux intérêts du commerce des deux pays.

Que faire ? Les représailles, en cette matière, sont aussi funestes que le mal.

C'est vers une amélioration de la situation qu'il faut porter ses efforts. Ce serait chose facile si les intéressés distinguaient leur véritable avantage.

L'étude des questions litigieuses, et particulièrement de celle des vins et de celle du change nous montrera que l'accord, loin d'être impossible, était nécessaire dans l'intérêt commun.

I. — LA QUESTION DES VINS

La question des vins, nous l'avons dit, fut le gros écueil qui arrêta les négociations de Saint-Sébastien. A ce titre, elle mérite de retenir notre attention.

Nous avons vu la tarification de 1892, l'exagération plus forte encore du décret du 28 novembre 1898 et de la loi du 1^{er} février 1899. Nous avons mentionné enfin la loi du 18 juillet 1906 qui, en cas de rupture, frapperait, par l'application de notre tarif général, les vins espagnols de 12 degrés d'un droit de 35 francs, plus la surtaxe alcoolique de 2 fr. 20 pour chaque degré en sus

C'était porter un coup terrible à la viticulture espagnole.

Cette mesure était-elle nécessaire? Devait-elle profiter à la viticulture française et excuser en partie le tort qu'elle portait à notre commerce en général?

La crise viticole en France.

La crise viticole en France date de 1880.

En 1875, nous produisons 50 millions d'hectolitres de vins.

Les attaques du phylloxera abaissent notre production de moitié en quelques années.

De 1881 à 1885, nous produisons une moyenne de 32 millions d'hectolitres par an.

De 1886 à 1890, notre production tombe à la moyenne annuelle de 27 millions d'hectolitres.

A ce moment, sous le régime libéral que créait le traité de 1882, l'Espagne décuple le chiffre de ses importations de vin en France.

Mais en 1890, la crise du phylloxéra était conjurée grâce à l'importation de plants américains et au greffage. Nous étions en mesure de reprendre notre place sur le marché national comme sur les marchés étrangers.

Les viticulteurs effrayés de la concurrence espagnole et italienne, qui nous avait été si utile au moment de la crise phylloxérique, firent cause commune avec les protectionnistes, avec les éleveurs, et les producteurs de blé et demandèrent l'application des tarifs dont nous avons donné le taux. Ils se figuraient que, grâce à une barrière de douanes qui taxait les vins ordinaires à 75 % environ de leur valeur (nous parlons toujours du tarif minimum), ils se figuraient, dis-je, que les prix allaient rester élevés et qu'ils seraient les maîtres du marché français.

Cependant, ces perspectives avaient encouragé la reconstitution des plants. Et bientôt la production s'accroît dans des proportions vraiment considérables. En

1893, la crise phylloxérique était tellement conjurée que la production atteignait 46 millions d'hectolitres !

En 1900, notre production atteint 67.353.000 hectolitres !

La crise viticole passe alors par une seconde phase, non moins dangereuse que la première : celle de la mévente.

L'offre est supérieure à la demande, sur ce marché restreint artificiellement, et les prix baissent lamentablement. Ils sont même, à certaines époques, inférieurs à la valeur de la marchandise vendue : le viticulteur n'a pas généralement de caves suffisantes pour garder son vin (1). Alors, c'est la ruine fatale. Alors, ce furent et ce sont toujours des lamentations et des plaintes.

Un industriel fabrique-t-il du vin de raisins secs ? On frappe, en 1893, d'un tel droit les raisins secs que la fabrication du vin par ce procédé devient plus onéreuse que la fabrication avec du raisin naturel. Comment frapper maintenant le fraudeur par sucrage ? Comment frapper celui qui, au lieu de tirer naturellement 50 hectolitres de sa récolte, en retire 100 et 150 en ajoutant de l'eau, du sucre qui produit une seconde fermentation alcoolique, et quelquefois même un colorant ? Comment le saisir ? En surtaxant le sucre. Oui, de nombreux viticulteurs sont allés jusqu'à réclamer une pa-

1. Enquête de M. Daniel Zolla, rapportée à son cours sur « les Questions agricoles » à l'Ecole libre des Sciences politiques (1906-1907).

reille mesure. Surtaxer le sucre, un aliment de première nécessité, d'un usage universel, pour arrêter la fabrication de quelques milliers, peut-être même de quelques centaines de mille hectolitres de vin, ce serait causer d'immenses souffrances devant lesquelles le législateur a bien fait de reculer.

La viticulture souffre d'un autre malaise depuis que l'alcool est extrait de la pomme de terre, de la betterave, etc. ; depuis qu'il a baissé considérablement de prix. Le propriétaire n'a plus intérêt à brûler un vin médiocre. Il réclame alors une taxe différentielle : le droit général de consommation sur l'alcool étant de 220 francs, serait réduit à 150 francs pour l'alcool tiré du vin.

La situation des viticulteurs est assurément très digne d'intérêt, mais le rôle du Parlement est ici très délicat. Il doit écarter, selon nous, toutes les exigences capables d'abolir les principes d'égalité qui sont à la base de notre législation fiscale.

Bien loin de réclamer un régime de privilège, bien loin de désirer que le régime de protection soit renforcé pour leur procurer les satisfactions que depuis vingt ans ils en attendent en vain, les viticulteurs ne trouveraient-ils pas leur intérêt dans un régime plus libéral?

L'erreur économique des viticulteurs.

Ainsi donc, le premier pays viticole qui soit au monde, célèbre partout par la réputation de ses vins, est en train de se ruiner !

Quelle peut être la cause de cet état de choses anormal ?

La cause, à notre avis, réside pour une part dans la protection abusive dont il s'est entouré.

D'une façon générale, en effet, et d'après les principes de l'Économie politique, un pays grand producteur de vins, ne doit pas restreindre son marché, car si l'offre devient aussi forte que la demande, les prix baissent irrésistiblement ; un pays dont le produit a une valeur intrinsèque considérable et une réputation mondiale ne doit pas craindre la concurrence mais la solliciter, car s'entourer de barrières de douanes, c'est s'exposer à des représailles, et c'est perdre une clientèle dont les achats auraient maintenu les prix.

Si nous nous plaçons sur le terrain des faits, nous nous demanderons si le régime protectionniste a profité à la viticulture française et à la viticulture espagnole, et quel avenir leur réserve une entente.

Lorsque, en 1892, nous avons opposé aux vins espagnols un tarif presque prohibitif, nous avons fait grand tort à l'exportation des vins espagnols et nous avons abaissé la nôtre.

En effet, les spécialistes nous disent que si nos vins ont des qualités de saveur, de finesse et de nervosité, ils ne sont pas toujours assez riches en alcool et en extrait sec. Pour cette raison, ils supportent difficilement les longues traversées. Avant 1892, quand les vins espagnols, même ceux à forte teneur alcoolique entraient chez nous moyennant paiement de droits très modérés, nous mélangions nos vins avec ceux de l'Espagne pour en faire ces vins de cargaison si appréciés en République argentine, au Brésil, dans l'Uruguay et dans l'Amérique en général.

Depuis 1892, les droits d'entrée sont tels que le coupage est devenu trop onéreux. Notre exportation a diminué considérablement et les ports de Bordeaux et de Cette ont subi, dès lors, une perte grave.

Les Espagnols ont essayé de prendre notre marché étranger.

Ils ont accordé, en 1894, au port de Pasajès le bénéfice de la franchise pour les vins français destinés au mélange avec les vins espagnols, pourvu que ces derniers entrent dans le mélange dans une proportion d'au moins 60 %. Mais l'entreprise de Pasajès n'a pas répondu aux espérances et les mouvements du port sont restés peu importants.

Les entrepôts de Pasajès sont d'ailleurs supprimés depuis le 29 décembre 1908 et l'exemption des droits sur les vins français importés pour le coupage est du même coup abolie.

Ainsi donc, les débouchés perdus pour la France ne furent pas repris par l'Espagne. Notre exportation de vins est tombée de 2.400.000 hectolitres en 1887 à 1.800.000 en 1901 et l'exportation espagnole a passé de 9.400.000 hectolitres en 1890, à 1.800.000 en 1902.

Il faut ajouter, pour être exact, que si nous avions continué à vivre sous le régime de 1881, notre mouvement d'exportation se fut un peu abaissé car dans de nombreux pays, on s'est mis à cultiver la vigne alors même que le climat et la nature du sol s'y prêtent d'une façon médiocre. Nous sommes persuadés, cependant, que cette production, en somme bien insuffisante pour les besoins de pays peuplés, eût été impuissante à abaisser dans de notables proportions le mouvement de nos exportations.

Si au point de vue du commerce avec les pays étrangers, les deux pays ont souffert du tarif prohibitif, dans leurs échanges réciproques, l'Espagne a beaucoup perdu et la France n'a presque rien gagné.

En 1886, l'Espagne importait en France 6.426.000 hectolitres de vins.

En 1892, l'Espagne importait en France 5.196.164 hectolitres de vins.

En 1902, l'Espagne importait en France 431.000 hectolitres de vins.

C'est donc un coup mortel, porté au principal article de l'importation espagnole en France.

La France n'a pas perdu dans son importation de

vins en Espagne, à cause de la création du port franc de Pasajès. Cette importation est d'ailleurs peu importante : d'une valeur d'environ 2 millions en 1882, elle a passé à 3.600.000 francs en 1901.

Les pertes de l'Espagne qui sont de 300 millions par an consistent pour plus des 2/3 dans la barrière que nous avons opposée à ses vins.

L'abaissement de 15 à 20 millions par an du chiffre de nos exportations générales de vin est donc causé non par le tarif espagnol, mais par la perte de notre marché général par suite de l'impossibilité où nous sommes de faire supporter à nos vins de longues traversées. Or, *c'est notre propre tarif qui a créé cet état de choses*, en rendant trop onéreuse l'entrée des vins de coupage espagnols, à forte teneur alcoolique.

En 1899, le rapporteur au Sénat de la loi qui établissait pour les vins le régime actuel, entre dans les considérations qu'il est utile de reproduire ici (1). Ce partisan de la protection déclarait. « Tant que dura le régime économique institué par les traités de 1860, les vins étrangers n'étaient frappés à leur entrée en France que d'un simple droit de statistique de 2 francs l'hectolitre, et étaient admis sans surtaxe jusqu'au titre alcoolique manifestement exagéré de 15 degrés. Ce fut, nul ne peut le nier, l'époque la plus prospère de la viticulture française. Mais alors les fléaux de la vigne

1. Rapport de Verninac.

étaient inconnus à l'exception de l'oïdium, le moins redoutable et le plus facile à enrayer de tous. *Notre production, chaque année croissante, trouvait à l'étranger les débouchés faciles.* Nos concurrents aujourd'hui redoutables, moins avancés que nous, ne produisaient que des vins de qualité inférieure (à l'exception, bien entendu, des grands vins d'Espagne, de Sicile, d'Allemagne, etc., dont la production est très faible), qui ne pouvaient affronter le marché universel sans être venus se mélanger aux nôtres. C'est en France qu'était pour les vins le *marché du monde*. Toute entrave douanière qui aurait arrêté cet essor magnifique eût *certainement été funeste*. On a contesté que le régime de liberté commerciale en vigueur à cette époque ait été l'agent de cette prospérité. Il n'est pas niable toutefois que ces deux faits économiques aient été concomitants. »

Comment pouvait-on en 1899, alors que le vignoble français était reconstitué, faire de pareils aveux avant de créer un régime de protection à outrance ? Les statistiques montrent que notre production était, à cette époque, égale ou supérieure à celle de 1860, 1870 et 1875. Quant à la finesse de nos vins et à leurs qualités, elles sont toujours les mêmes et nos crus de Bordeaux et de Bourgogne sont si appréciés, leur renom est tel, que des producteurs étrangers vont jusqu'à se servir de fausses étiquettes.

Il paraît donc certain qu'une erreur a été commise. La protection, en effet, n'a pas sauvé la viticulture

française. Son mal, au contraire, s'aggrave de jour en jour.

« A cette heure (1), l'incidence des droits de douane contribue à aggraver la situation des populations viticoles du Languedoc, de la Provence, du Bordelais, et justifiera, tôt ou tard, une campagne politique et économique contre le tarif de 1892... Le Midi, devenu libéral en matière économique, brûlera ce qu'il a adoré et réclamera énergiquement des abaissements de tarifs douaniers. »

Nous sommes heureux de pouvoir nous appuyer sur l'opinion autorisée de M. Zolla, spécialiste des questions agricoles.

Cette opinion rationnelle est cependant tellement peu en honneur dans les milieux intéressés qu'il nous a paru prudent de chercher d'autres avis. Il semblait difficile qu'on n'eût pas agité la question lors de la récente discussion générale pour la revision du tarif douanier devant la Chambre des députés.

Nos recherches n'ont pas été vaines. M. Jaurès disait dans son remarquable discours : « Il reste pour la France la question du vin (2). Mais ici, il se produit un phénomène bien significatif : c'est que la viticulture qui, il y a quarante ans, était unanime dans le libre

1. *Revue politique et parlementaire*, avril 1906, page 175, M. Daniel Zolla.

2. *Débats parlementaires*, Session ordinaire de 1909, tome II, page 1119.

échange ; qui, il y a vingt ans, à l'exception de quelques îlots du Bordelais, était unanime dans la protection, se divise maintenant ; et j'ose dire à l'honorable M. Lasies qu'hier, lorsqu'il est venu à cette tribune, au nom d'une partie des viticulteurs, faire une sorte de *mea culpa* protectionniste, annoncer un léger retour vers le libre-échange, ce fut un discours très humoristique, mais c'est presque un événement, car le jour où la viticulture reviendra au libre-échange, elle y entraînera peu à peu l'ensemble de la production agricole qui est encore incertaine. »

Et M. Pierre Leroy-Beaulieu, un représentant des régions viticoles comme M. Lasies, montrait les mêmes préoccupations (1). « On a dit que le débouché extérieur de nos vins était peu de chose. Ce n'est pas mon opinion ; je suis de l'avis de notre distingué collègue M. Paul-Boncour ; il n'est pas peu de chose ; à un moment donné, notre exportation viticole a été de près de 4 millions d'hectolitres ; elle est tombée un moment à 1.500.000 hectolitres.

M. Paul-Boncour. — Elle a rapporté 1 milliard.

M. Pierre Leroy-Beaulieu. — Cela fait une différence de près de 2.500.000 hectolitres, ce n'est pas négligeable, loin de là. Cette exportation n'intéresse pas seulement les vins fins ; par répercussion, elle intéresse les vins ordinaires. »

1. *Débats parlementaires*, Session ordinaire de 1909, p. 1077.

Nous arrêtons ici les citations, car l'appui de ces représentants distingués des divers partis nous suffira.

N'est-il pas temps de reconnaître que c'est folie de craindre la concurrence quand on est en mesure de la supporter avantageusement et de bien savoir que la baisse des prix tient à la limitation artificielle du marché où l'offre à certaines années est plus grande que la demande !

La viticulture française, avec sa puissance presque illimitée de production, et son incontestable supériorité au point de vue de la qualité, devrait bien plus s'attacher à faire abaisser les tarifs étrangers pour augmenter ses débouchés qu'à repousser l'importation.

Au surplus, si quelques craintes restaient, le taux infime des cours n'est-il pas de nature à décourager la concurrence la plus audacieuse.

Si nos droits sur les vins espagnols étaient, à l'heure actuelle, réduits à l'état de simples droits de statistique, croit-on que l'Espagne, qui ne produit pas dans d'autres conditions que nous pourrait nous envoyer ses vins à des prix si peu rémunérateurs ?

Certes non, l'avisement des prix constitue en lui-même la plus sûre des barrières douanières.

Mais cette muraille qui ne sert donc à rien en temps normal, n'est-elle pas en danger ? En cas d'élévation brusque des prix, elle deviendrait un encouragement et une prime à la fabrication artificielle et à la fraude sous toutes ses formes.

Une mauvaise récolte suffirait pour que ce phénomène se vérifie !

Pourquoi ne la supprime-t-on pas ? C'est parce que les habitudes sont enracinées. De tout temps, la viticulture a fait appel aux restrictions contre la concurrence (1); cela tient sans doute aux conditions mêmes de sa production qui sont l'intermittence et l'irrégularité.

Pour conclure au point de vue spécial de nos échanges avec la Péninsule, disons qu'il eût été de bonne politique de ne pas refouler les vins d'Espagne à forte teneur alcoolique, nécessaires au coupage des vins de cargaison, car nous avons ainsi réduit à néant une partie de notre commerce d'exportation, et nous ne voyons pas que la situation de la viticulture française s'en soit améliorée.

1. Dès 1816, les vins ordinaires payaient 35 francs par hectolitre, ce chiffre représentait plus de 100 % de la valeur moyenne des vins français. Les décrets des 30 août et 5 octobre 1854 abaissent le droit à 0 fr. 25 par hectolitre pour les vins de toute sorte (simple droit de statistique : crise de l'oïdium). En 1871, l'Assemblée nationale porte le chiffre à 5 francs l'hectolitre pour les vins ordinaires.

II. — LA QUESTION DES TISSUS DE LAINE ET DE COTON

Elle ne fut pas discutée à Saint-Sébastien, pas plus que la question des vins. Les Espagnols émirent la prétention de laisser en dehors de tout examen les droits sur les tissus de laine et de coton.

On soutient fréquemment qu'un abaissement de droits sur les vins, s'il avait été consenti par le gouvernement français, eût décidé les négociateurs espagnols à comprendre ces deux produits dans le traité à conclure. Ce n'est en somme, qu'une hypothèse très vraisemblable, mais il convient de répéter qu'aucun échange de vues ne s'est produit sur ces points dans la conférence de Saint-Sébastien. Nos délégués n'ont donc reçu à ce sujet aucune assurance, et pas même une promesse.

Quoi qu'il en soit, l'état de la question peut se résumer brièvement :

Par l'effet du tarif espagnol de 1892 et surtout de la simple ordonnance du 12 juillet 1901 qui taxait comme draperie, c'est-à-dire, à double tarif, les lainages pesant

plus de 200 grammes au mètre carré, notre exportation fut directement atteinte.

Les tissus de laine dont le poids dépasse 200 grammes au mètre carré, qui payaient 5 pesetas le kilogramme depuis 1892, paient depuis 1901, 10 pes., 75 le kilogramme.

Les effets de ces mesures prohibitives se firent tout naturellement sentir.

En 1886 (1), nous importons en Espagne, 16.183 quintaux de tissus de laine, pour une valeur de 26.100.000 pesetas.

En 1892, nous importons en Espagne, 7.493 quintaux de tissus de laine, pour une valeur de 11.700.000 pesetas.

En 1901, nous importons en Espagne, 4.188 quintaux de tissus de laine, pour une valeur de 5.400.000 pesetas.

En 1904, nous envoyons à l'Espagne pour 4.248.000 pesetas de tissus de laine, subissant une perte annuelle d'environ 20 millions par rapport à la moyenne des chiffres de nos envois pendant la période 1882-1892.

Quant aux tissus de coton, ils sont également l'objet d'une taxation prohibitive. Le droit correspond à 60 % de la valeur pour les tissus serrés.

A 57 % pour les tissus imprimés.

1. Nous choisissons de préférence l'année 1886 qui est une année normale.

A 55,50 % pour les tissus clairs.

Nos envois de tissus de coton sont :

En 1886 de 8.806 quintaux d'une valeur de 4.800.000		
En 1892 de 6.101	—	3.100.000
En 1901 de 4.318	—	2.400.000

Nous envoyons en 1904 pour 1.699.000 pesetas du même produit.

Nos pertes sont donc considérables ; les tissus de laine et de coton semblent être dans cette question la rançon des viticulteurs espagnols. Est-ce juste ?

Nos protestations contre les effets de l'ordonnance du 12 juillet 1901 étaient donc légitimes et il était permis d'espérer que nos demandes de réduction de droits auraient reçu satisfaction partielle tout au moins, si nous avions nous-mêmes fait quelques concessions sur la question des vins.

Mais ce ne sont pas là les seules difficultés qui se sont présentées : nous avons dit que l'arancel du 23 mars 1906 stipulait que les droits de douane seraient payables en or. En étudiant la question du change, nous découvrirons les conséquences de cette mesure, et nous toucherons du même coup à ce qui est pour l'Espagne une question vitale : la question monétaire.

III. — LA QUESTION DU CHANGE ET DES DROITS PAYABLES EN OR

Il est nécessaire, dans une étude des relations commerciales entre la France et l'Espagne, d'insister sur la question du change, qui modifie, dans une sérieuse mesure, les conditions normales du commerce international.

Nous passerons donc rapidement en revue les causes de la hausse du change espagnol, les effets que cette hausse produit sur le commerce international et, en particulier, sur le commerce franco-espagnol. Nous montrerons que la hausse du change est, tout compte fait, funeste à l'Espagne. Parmi les remèdes que cette situation comporte, nous verrons que le paiement obligatoire en or des droits de douanes, en grevant d'une surtaxe nos produits importés en Espagne, est une mesure insuffisante pour ramener le change au pair.

Les causes de la hausse du change.

L'Espagne souffre de deux maux : l'absence de monnaie d'or, la dépréciation du papier monnaie.

Cet état de choses s'explique ainsi :

L'Espagne vit sous le régime du double étalon. Or, la valeur de l'argent qui était, il y a un siècle, dans le rapport de 1 à 15 1/2 de la valeur de l'or, a passé de 1 à 55, c'est-à-dire que par suite de l'énorme production d'argent (1) dans le dernier tiers du XIX^e siècle, ce métal a perdu considérablement de sa valeur.

Dans ces conditions, la loi de Gresham devait tout naturellement s'appliquer : la mauvaise monnaie chasse la bonne : l'or devait disparaître.

Mais dira-t-on, le même phénomène ne s'est pas produit en France. La situation n'est pas la même dans notre pays : nos pièces de 5 francs seules ont une force libératoire illimitée ; la frappe de la seule véritable monnaie d'argent, la pièce de 5 francs, est arrêtée depuis la loi du 5 août 1876 et la Banque de France possède une énorme quantité d'or.

L'Espagne a bien interdit, en 1889, la frappe de l'argent. Cette mesure encore récente, n'a pas produit ses effets. D'ailleurs, la dette extérieure de ce pays est assez considérable et l'or a continué à sortir.

Au surplus, cette fâcheuse situation a une autre cause qui est avec la première en relation étroite : c'est la dépréciation du papier-monnaie.

« Un Gouvernement obéré, a écrit M. Arnauné, est

1. Exploitation des mines d'argent de la Sierra Nevada. Démonétisation d'un stock considérable de thalers allemands et leur vente au prix de l'argent marchandise. (M. Alglave à son cours 1907-1908).

toujours tenté de chercher des ressources immédiates dans la création de nouveaux billets. »

L'Espagne ne s'en est pas privée : une loi du 14 juillet 1891, par exemple, autorise la Banque d'Espagne à émettre des billets au delà des besoins de la circulation et sans garantie, uniquement pour arriver à fournir au Trésor un prêt de 150 millions.

L'usage du papier-monnaie est évidemment un signe de progrès et de civilisation, mais un tel abus n'est-il pas un signe de décadence ? En tout cas, il est inutile ou néfaste.

En effet, de deux choses l'une : ou les billets sont convertibles et comme leur nombre dépasse les besoins de la circulation, une partie d'entre eux seront réalisés et la circulation financière sera ramenée à des proportions normales.

Ou, au contraire, les billets ne sont pas ou sont difficilement remboursables à vue, — et c'est le cas le plus fréquent quand il y a abus de circulation fiduciaire, — ils ne resteront pas au pair, à moins que le Gouvernement n'inspire une grande confiance, que l'état général du pays soit particulièrement prospère, que les billets aient pour représentation une réserve en or suffisante et de bons effets de commerce.

Mais ces conditions ne sont jamais remplies ; c'est le lot des gouvernements besoigneux, c'est l'indice d'un état général mauvais qu'une émission de billets au delà des besoins de la circulation et sans garantie.

En Espagne, les billets ne sont pas inconvertibles, en droit, et le cours forcé n'est pas établi. Mais la monnaie dépréciée étant l'argent, le billet de banque s'échange naturellement contre de l'argent.

Le papier-monnaie n'a pas tardé à être déprécié. L'or devenant plus rare a fait prime sur le papier-monnaie. De là est née la question du change. On peut dire, en effet, que dans ces conditions, le cours du change représente la différence de valeur entre l'or et les billets.

*Les effets de la hausse du change sur
le commerce international.*

Longtemps favorable à l'Espagne, de 1850 à 1880, encore au-dessus du pair en 1881, le change commence alors à osciller. En 1891, il s'élève à 5 %, augmente jusqu'à 22 % à la fin de 1893, baisse en 1894 et descend jusqu'à 8.55 % en mars 1895, et dépasse 30 % en juillet 1897 avec l'insurrection de Cuba. La déclaration de guerre aux États-Unis lui fait atteindre des hauteurs extraordinaires : 115 % le jour de la déclaration.

La guerre terminée, il descend à 30 % au commencement de l'année 1899.

Dans les variations du change, on peut lire l'histoire récente de l'Espagne :

Mais les moyennes sont plus intéressantes :

En 1891, la moyenne du change était de 6,55 %.

elle passe en 1892 et 1893 à 15 et 19 %, atteint 30 % en 1897, 38 % en 1901 et 1903 pour descendre, depuis cette époque, à la moyenne à peu près régulière de 10 à 11 %.

D'une façon générale, l'oscillation du change est défavorable. Pour se garantir contre ces variations, on vend à court terme, on escompte immédiatement les traites. Mais ces prétendus remèdes ne sont que des manifestations du mal et constituent des entraves même au commerce.

Rien n'est plus désastreux dans les affaires a écrit Léon Say (1) que la crainte d'un changement dans les conditions de la valeur du capital; l'incertitude détruit les combinaisons et les empêche quelquefois de naître. Dans le doute sur la possibilité de continuer une affaire qui aurait pu être fructueuse, on s'abstient.

On a soutenu que les variations du change n'apportent pas seulement un trouble funeste aux affaires, mais aussi que la hausse du change, dans les pays où le papier-monnaie n'a pas perdu la puissance d'acquisition dans la mesure où il a perdu sa valeur par rapport à l'or agit comme prime aux exportations, et comme barrière aux importations.

Il y a une part de vérité dans cette affirmation. En effet, si les prix n'augmentent pas en proportion de la dépréciation du papier-monnaie espagnol, les marchan-

1. Léon Say, introduction au livre de M. GOSCHEN, p. 35.

dises espagnoles, vendues sur le marché français rapportent plus qu'auparavant, car notre monnaie se transforme en une quantité plus grande de papier-monnaie espagnol.

Mais en fait les prix augmentent en rapport avec la dépréciation du papier-monnaie.

M. Leroy-Beaulieu (1) rapporte d'autre part, qu'une société de mines de plomb argentifère en Espagne a calculé que la hausse du change lui procurait plusieurs centaines de mille francs par an. Elle exporte le plomb en Angleterre, est payée en or, paie ses ouvriers en pesetas, sensiblement aux mêmes prix qu'autrefois et chaque variation de 1 % dans le change espagnol augmente ou diminue ses gains de 40.000 francs. D'ailleurs, les exemples abondent et les mines du Rio-Tinto, d'Aguilas, etc., ont, grâce à la hausse du change accru considérablement leurs bénéfices.

La hausse du change espagnol est, dans une certaine mesure, nuisible à l'importation de France en Espagne.

Les produits français renchérissent en effet dans la mesure de la dépréciation de la monnaie qui sert à les payer. Le commerçant espagnol, pour solder nos produits n'a à sa disposition que du papier déprécié et doit payer une somme nominalement plus forte que s'il nous payait en or.

Les chiffres donnent à cette théorie une apparence de réalité; lorsque le change a été fort élevé, le total

1. Leroy-Beaulieu. *Traité d'économie politique*, page 173.

des importations en Espagne a baissé. De 1890 à 1896, l'Espagne importe plus qu'elle n'exporte. Dès 1896, jusqu'en 1899, l'Espagne importe moins qu'elle n'exporte. Après 1899, l'Espagne recommence à importer plus qu'elle n'exporte. Or, nous avons vu que de 1896 à 1899, la hausse du change a été considérable.

Les deux phénomènes sont concomitants et il ne nous paraît pas douteux que la hausse du change ait nui aux importations en Espagne.

La hausse du change, au fond, est funeste à l'Espagne.

S'il est vrai qu'une hausse brusque du change peut encourager pour un temps l'exportation espagnole et rendre plus difficiles les importations dans ce pays, est-ce à dire pour cela que cette hausse soit désirable ?

Certes non ! C'est en effet une erreur de croire que plus un pays exporte, plus il s'enrichit, plus il importe, plus il s'appauvrit.

Et d'ailleurs pour exporter, un pays n'a-t-il pas généralement besoin d'importer ?

Ainsi la gêne des importations est une difficulté pour l'Espagne qui a besoin de nombreuses matières premières nécessaires à son industrie.

Au surplus, cette prime à l'exportation a été un mal pour le pays, car elle l'a privé des articles de première nécessité. Ces articles étaient exportés à prix très rémunérateurs et ceux qui restaient en Espagne, très demandés, étaient payés trop cher.

M. Arnauné (1) caractérise ainsi les effets de la dépréciation de la monnaie, et par conséquent, de la hausse du change : « Ce n'est pas seulement par les aléas qu'elle fait courir au commerce extérieur, que la dépréciation de la monnaie est un phénomène funeste. Elle agit aussi sur le marché intérieur où elle détruit l'équilibre qui s'était naturellement établi entre les valeurs de toutes choses. Son premier effet est d'augmenter le coût de la vie. La hausse des salaires suivra peut-être ; en tout cas, elle ne se produit pas sans délai, c'est-à-dire sans souffrances. »

Avec un courage remarquable, M. Villaverde (2) a exposé devant les Cortès, les 9 et 11 novembre 1904, la situation dans toute sa réalité. La dépréciation de la monnaie, disait-il, élève les prix de toutes choses, de tous les services, renchérit la vie, trompe à l'égard de la monnaie elle-même, nous soumet à l'infériorité économique d'avoir une monnaie d'une certaine valeur à l'intérieur et d'une autre valeur à l'extérieur, aboutissant en somme, à la réduction de toutes les fortunes. A cet état monétaire de l'argent vient se joindre la circulation que je n'ose appeler fiduciaire car on n'appelle monnaie de confiance que la monnaie de papier qu'on peut échanger contre de l'or ; un billet de banque qui

1. Arnauné. *Monnaie, crédit et change*, page 123.

2. Ce passage a été traduit par M. Jarrin dans sa brochure sur *Le change en Espagne et M. Villaverde*. Chambéry, 1905, page 22.

ne peut s'échanger que contre un signe semblable ne peut s'appeler monnaie sûre.

Envisageant les effets du change au point de vue international, il ajoutait : « Il y a un supplément de protection en ce sens que les articles étrangers renchérisse plus que le comportent les tarifs ; mais qui peut mettre en doute que ce supplément de protection qui intéresse quelques fabricants encourage et stimule l'industrie pendant un certain temps, ne tourne au préjudice des consommateurs, au préjudice de la société, du plus grand nombre, de presque tous en somme, car les fabricants sont aussi des consommateurs. »

Il montrait ensuite la série fatale des conflits, l'ouvrier incapable de vivre avec son ancien salaire, l'industriel qui résiste parce que le coût de la production s'est aussi élevé. « Le conflit survient, les grèves se produisent, l'ordre public est troublé et apparaît ensuite tout ce cortège de maux et de désordres que la dépréciation de la monnaie apporte avec elle et dont toutes les nations nous ont fourni des exemples. »

Quels remèdes a-t-on cherchés à cette situation ?

La question des droits de douane payables en or.

Le Gouvernement espagnol en a trouvé un : Il a stipulé que les droits de douanes seraient payables en or.

Par cette mesure, on voulait faire rentrer de l'or en

Espagne et on était heureux d'augmenter encore la protection...

La situation de notre commerce d'exportation est aggravée de ce fait.

En effet, stipuler que les droits seront payables en or, c'est nous faire perdre le bénéfice du change, c'est frapper nos marchandises d'une surtaxe de 10 ou 15 % sur le droit fixé au tarif selon que le change est à 10 ou 15 %.

Cette surtaxe, ajoutée aux aggravations de droits du nouvel arancel espagnol, est de nature à ralentir considérablement le mouvement des échanges, et manquera son but qui est de faire rentrer de l'or en Espagne. En effet, beaucoup d'étrangers sont découragés par ces droits de douanes exorbitants et cesseront tout commerce infructueux avec ce pays.

D'ailleurs, cette mesure seule n'était pas capable d'améliorer la situation du change. M. Leroy-Beaulieu a prouvé qu'il n'était pas utile, pour le moment, de faire rentrer de l'or en Espagne et qu'il valait bien mieux réduire la circulation de papier. La Banque de Portugal, écrivait-t-il (1), a une encaisse d'or insignifiante, ne représentant que 7 à 7,50 % du montant du papier en circulation, tandis que la Banque d'Espagne a une encaisse d'or qui atteint 23 à 24 % du montant des billets et cependant le change portugais est aujourd'hui beaucoup moins déprécié que le change espagnol.

1. *Economiste français*, 1902.1.648.

Cet exemple montre, une fois de plus, que la valeur du billet de banque ne provient pas seulement de l'encaisse qu'il représente. S'il en était autrement, ce billet serait toujours déprécié puisque l'encaisse est toujours inférieure à sa valeur (sauf en Angleterre). Pour qu'un billet soit bon, il faut qu'il représente une certaine encaisse afin de parer aux éventualités diverses, il faut que la marge entre l'encaisse et la valeur du billet soit représentée par de sérieux effets de commerce, il faut enfin que le nombre des billets émis ne soit pas tellement grand qu'il ne dépasse visiblement les besoins de la circulation.

Ces trois conditions, et de plus, la limitation de la puissance libératoire de l'argent, sont celles qui sont le plus capables de faire baisser le change et de faire rentrer la monnaie d'or en Espagne.

Une étroite réduction de la circulation du papier-monnaie, l'interdiction absolue de toute émission sans garantie, destinés uniquement à fournir au Trésor des ressources que l'impôt seul doit lui procurer, telle est la réforme la plus urgente.

Mais ces mesures ne peuvent être que l'œuvre d'un Gouvernement fort dans un pays prospère.

La situation actuelle de l'Espagne permet-elle de croire à la possibilité d'une réorganisation financière et monétaire?

VI. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ESPAGNE

Les avis sont très partagés sur la situation de l'Espagne et sur son avenir. Les uns, pessimistes, ont fait valoir que sa dette extérieure était considérable, que son industrie était sans vigueur, qu'elle était capable d'exporter seulement les produits que la nature lui a si généreusement accordés, je veux dire les fruits, les vins et quelques matières premières. On a même porté sur l'Espagne et son Gouvernement de sévères jugements. « Le Gouvernement de Madrid (1) dépense beaucoup, bien que son administration soit médiocre, le budget est régulièrement en état de déficit, et par suite, la dette nationale s'accroît chaque année. » Ces paroles, exactes en 1892, ne le sont plus aujourd'hui.

D'autres auteurs, par contre, ont jugé l'Espagne avec un enthousiasme peut-être exagéré à certains égards.

1. Poincard (Léon). *Libre-échange et protection*, 1893, p. 277.

On a dit (1) que l'Espagne est un pays très riche, on a prétendu que « le jour où les capitalistes espagnols qui possèdent énormément de valeurs françaises et anglaises se décideront à faire fructifier leurs capitaux dans l'industrie nationale, dans les entreprises de tous genres qui pourraient être florissantes dans la péninsule, ce jour-là on s'apercevra dans le monde que l'Espagne est une nation qui peut non seulement se suffire à elle-même, mais encore approvisionner toute l'Europe ».

Est-il vrai que les capitaux soient si abondants en Espagne ? Ce qu'il y a de certain, c'est que l'épargne française est fortement engagée dans ce pays. C'est, après la Russie, la nation qui absorbe le plus de capitaux français. Une enquête de 1902, faite par le ministère des Affaires étrangères de France, nous apprend que la fortune française en Espagne était évaluée à 2.974 millions de francs. Or, ce chiffre n'a fait qu'augmenter et l'on est sans doute au-dessous de la vérité en disant que *la France a plus de trois milliards engagés en Espagne*.

Pourquoi, si les capitaux espagnols étaient si abondants ne profiteraient-ils pas des tarifs des douanes élevés pour alimenter des industries dont les bénéfices doivent être assurés sous un régime aussi privilégié ? Pourquoi l'Espagne serait-elle envahie à l'heure actuelle par une foule d'industriels étrangers qui se sont établis à l'abri des tarifs de 1892 et de 1906 ?

1. *L'Espagne en 1897* de M. Gaston Routier.

Certes, la perte de ses colonies d'Amérique laissa l'Espagne toute désarmée. Avec Cuba, avec Porto-Rico, avec les Philippines, elle avait des débouchés merveilleux. Pendant les trois années qui précédèrent la guerre de Cuba, ces colonies lui demandaient à peu près le quart de ses exportations totales (1). Si l'on ajoute que cette partie des exportations comprenait presque exclusivement des produits manufacturés, on mesurera de suite l'étendue du préjudice porté à l'industrie espagnole. Les affaires étaient trop faciles avec ces colonies, souvent la demande était supérieure à l'offre et les industriels satisfaits ne songeaient pas à renouveler l'outillage ni à se tenir au courant des perfectionnements incessants de l'industrie moderne.

Quoi d'étonnant à ce que le traité de Paris ait porté un aussi rude coup à la puissance économique qu'au prestige international de l'Espagne ?

Son industrie retardataire n'eut pas la vigueur de se ressaisir, elle se sentit incapable de lutter et de chercher pour ses produits un écoulement sur les marchés étrangers. Sur le marché espagnol lui-même les produits manufacturés anglais, français et allemands, avaient pris une place prépondérante et dès lors les industriels ne cessèrent de réclamer des murailles protectrices

1. Voir à ce sujet le développements de M. J. Berge dans le « *Relèvement économique de l'Espagne* ». Extrait du *Correspondant*, page 6 (1904).

qu'ils ne trouveront jamais ni assez épaisses ni assez élevées.

Ce ne fut pourtant pas un désastre, le coup était cruel mais cette race contient de tels trésors de vitalité et d'énergie qu'elle n'en voulut point mourir. Les Espagnols s'aperçurent bien tard, il est vrai, qu'ils habitaient un pays dont le sol se prête admirablement aux cultures variées, dont le sous-sol est un des plus riches d'Europe.

Au point de vue agricole, l'Espagne produit en abondance des fruits de toute sorte, en particulier les oranges, les citrons, les cédrats, les raisins, le liège, l'huile d'olive, les céréales. La production annuelle de blé était estimée à près de 1 milliard en 1903, celle de l'orge à 300 millions, du maïs à 127, du seigle à 49, de l'avoine à 46 (1) ; son exportation d'huiles d'olives est considérable, elle en envoie pour plus de 100.000 quintaux par an à l'Italie qui les raffine.

Enfin, le Gouvernement encourage à juste titre la culture du coton dans les Baléares et les îles Canaries, l'Andalousie orientale, la Catalogne, et la province de Valence. Tous les pays qui en ont le pouvoir, soit sur leur propre sol, soit dans leurs colonies, sont bien inspirés en se défendant sur ce point contre le monopole

1. Ces chiffres sont donnés par le *Bureau consultatif agronomique* d'Espagne et reproduits dans la brochure de M. Berge.

américain (1) qui pourrait un jour, si on lui en laissait le moyen, peser lourdement sur la consommation mondiale.

La culture des primeurs se développe également, il est à peine besoin de dire que de ce côté encore on trouve une source de gros profits.

Mais sa production de céréales ne suffit pas tout à fait aux besoins de la consommation et l'Espagne importe pour une moyenne annuelle de 50 millions de pesetas en céréales. C'est qu'une bonne partie de la péninsule est restée jusqu'en ces derniers temps presque inculte(2). L'Estramadure, l'Aragon et la Nouvelle-Castille font seulement un peu d'élevage. L'Estramadure, en particulier, est réputée pour l'élevage de ses porcs. D'immenses troupeaux avaient autrefois droit de passage partout, et défense était faite d'enclore les champs. Des confins de l'Estramadure aux vallées de la Galice et de la Navarre, c'était deux fois par an un défilé de troupeaux dévastateurs.

Ce privilège a aujourd'hui disparu, pour le plus grand bien de l'agriculture, quoiqu'il ait provoqué un léger recul dans l'élevage des bestiaux.

L'Espagne a donc intérêt à exporter ses fruits, d'au-

1. Récemment, les industriels américains émettaient la prétention de s'entendre avec les grands planteurs du Sud pour limiter leur production de coton aux besoins des États-Unis (M. Lesueur à son cours 1907-1908).

2. Voir à ce sujet le rapport consulaire, n° 735.

tre part, sa barrière de douanes pèse lourdement sur le consommateur, puisque sa production de blé est insuffisante.

Si les chiffres accusent un progrès, ils montrent aussi la grande irrégularité de la production, et les menaces qui en découlent pour la population.

Quintaux			
En 1902 (1) la production totale du blé			
	atteint.		36.339.000
1903	»	»	35.102.000
1904	»	»	25.957.000
1905	»	»	25.175.000
1906	»	»	38.280.000

Une enquête sur le problème agraire dans le Midi, ouverte le 14 juillet 1902 sur l'initiative de M. Moret, ministre de l'Intérieur, close en 1903 révèle que si la production a augmenté dans les provinces de Séville, Cordoue, Huelva et Jaën, elle a diminué dans de plus fortes proportions dans les provinces de Grenade, Malaga, Almería et Cadix (2).

Les causes principales de cette situation sont l'invasion phylloxérique, les inondations et la sécheresse...

1. Supplément au *Moniteur officiel du Commerce* du 17 septembre 1908, page 14. Rappelons que l'estimation est de 1 milliard pour 35.000.000 de quintaux métriques.

2. Supplément au *Moniteur officiel du Commerce* du 17 sept. 1908, page 86.

Depuis 1904, une vigoureuse impulsion est donnée au système que l'on a qualifié de « politique hydraulique ». Le personnel de la Division des Travaux hydrauliques du Guadalquivir a entrepris l'étude de projets d'irrigation dans les provinces de Grenade, Malaga, Jaen, Cadix et Cordoue. Il n'est rien moins question que de fertiliser des centaines de mille d'hectares.

Le plan général de 1906 (1) prévoit la construction de dix barrages-réservoirs, destinés à éviter les inondations et remédier à la sécheresse. La contenance de certains d'entre eux dépassera 100 millions de mètres cubes d'eau.

Qui peut mesurer les bienfaits que l'agriculture espagnole en retirera ?

Mais l'autorité publique ne se borna pas à élaborer ces grands projets de travaux publics. Elle tint à faire bénéficier les agriculteurs des avantages de l'association.

En 1907, une loi fut votée qui considère comme « syndicats agricoles » toute association, société, communauté, chambre agricole, déjà constituée ou qui seront constituées ultérieurement en vue des opérations suivantes :

Achat d'outils ou machines agricoles.

Semences, plants, engrais, animaux reproducteurs.

Conservation, vente, élaboration, exportation de produits de la culture et de l'élevage.

1. Exposé des motifs du décret du 9 février 1906 de M. Raphaël Gasset, ministre du Fomentol.

Application de remèdes aux fléaux dévastateurs des campagnes (rongeurs, invasion de sauterelles encore assez fréquentes en Estramadure ; phylloxéra, maladies cryptogamiques des arbres fruitiers, etc...).

Création ou encouragement d'établissements de crédit agricole, institutions de coopération, de mutualité, de secours contre la maladie ou contre la vieillesse ; renseignements, expériences, expositions, concours agricoles, tous moyens propres à répandre le goût de l'agriculture et les connaissances techniques s'y rapportent (1).

Il suffit que dix personnes au moins adressent une requête au Gouverneur de la province, une copie des statuts, le nom des membres de l'Association et du Comité directeur pour obtenir *ipso facto* l'autorisation nécessaire.

Les syndicats jouissent de la capacité juridique.

Les Français sont trop fiers des progrès et des services rendus par les syndicats agricoles, ce fruit inattendu de notre loi de 1884, dans leur pratique d'achat et de vente en commun, pour douter un instant de l'efficacité de cette intervention législative.

Mais il faudrait que la formation de ces syndicats soit non seulement autorisée, mais encouragée (2).

1. Supplément au *Moniteur Officiel du commerce* du 17 sep. 1908 (page 32).

2. Les statistiques ne nous donnent pas de renseignements sur les résultats de cette loi récente et nous ne savons dans quel esprit elle est appliquée.

Le sol de l'Espagne ne constitue pas la seule richesse qu'elle puisse mettre en exploitation.

Son merveilleux sous-sol a donné naissance à des mines prospères. En Galice et dans les Asturies, des mines de houille avoisinent des mines de fer, de plomb, de cuivre et de zinc.

La superficie des mines de charbon est évaluée à 17.000 kilomètres carrés (1). D'après M. Lucas Mayada, géologue autorisé, ce chiffre est exagéré et ne dépasse pas 11.000. Même ramené à ces proportions, il est supérieur du double à celui des terrains houillers français. Ces trésors sont à peine exploités, alors qu'en France la production atteint en 1908 le chiffre de 37.623.000 tonnes, celle de l'Espagne n'atteint pas 4.000.000 de tonnes. Les progrès au cours de ces dernières années sont insignifiants :

826.000 tonnes en 1880 (2).	
1.168.000	— 1890.
2.514.000	— 1900.
3.379.000	— 1905.

Ce pays qui devrait jouer un rôle important dans le marché européen du charbon est réduit à en importer (principalement de l'Angleterre).

1. Supplément au *Moniteur Officiel du Comm.* du 8 juill. 1909, (p. 33).

2. Supplément au *Moniteur Officiel du Comm.* du 8 juill. 1909, (p. 33).

En 1906, par exemple, l'importation fut de 225.525 t.

Les rapports consulaires accusent pour les périodes toutes récentes une augmentation de l'importation et une production stationnaire. La consommation de la houille étant un indice de l'état économique, il n'est pas sans intérêt de rechercher le chiffre de la consommation totale. Si pour l'année 1906 nous additionnons le chiffre de l'importation et celui de la production espagnole, nous arrivons au total de 5.923.000 tonnes. Ce même travail pour la France donne le total de 53 millions de tonnes, et ces deux chiffres comparés donnent une idée assez exacte du degré du développement économique dans chacun des deux pays.

L'exploitation est tellement rudimentaire que la concurrence des charbons étrangers s'opère jusque dans les régions voisines des centres producteurs.

Les droits de douane (en or) sont de 3 pesetas 50 par tonne de houille (2), de 4 pes. pour le coke (qui donne un rendement en houille de 70 %), ils protègent une industrie qui ne progresse même pas à leur abri et constituent pour l'ensemble de la production espagnole une surcharge préjudiciable.

La valeur de la production des minerais était :

1. Supplément au *Moniteur Officiel du Comm.* du 8 juill. 1909, (p. 33).

2. Les droits sur la houille en France, n'atteignent que 1 fr. 20 au tarif minimum comme au tarif général.

en 1901 (1) de. . .	179.736.000	de pesetas
1904 (2) de. . .	170.457.000	—
1905 (3) de. . .	193.370.000	—

La production annuelle du cuivre est évaluée à plus de 45 millions.

celle du fer à plus de. . .	40.000.000	pesetas
du plomb.	35.000.000	—
du zinc.	5.000.000	—
du soufre.	300.000	—

D'autres minerais sont extraits dans une plus faible mesure et pour une plus faible valeur, comme le mercure, l'anhracite, le sulfate de baryte, le manganèse, le sel commun, etc. Le pays contient donc des trésors qui n'attendent que les capitaux et les bras. Certes, les statistiques officielles accusent des progrès, elles apprennent que l'exportation des minerais a triplé en moins de vingt années, mais les ingénieurs s'accordent pour déclarer qu'on pourrait faire bien plus et bien mieux.

Le développement de l'industrie métallurgique ne correspond pas à la richesse du sous-sol et à la diversité des minerais qu'on en extrait. Constatons cependant de grands progrès. La valeur de la production

1. Supplément au *Moniteur Officiel du Comm.* (27 nov. 1902).

2. *Ibid.* (17 sept. 1908).

3. *Ibid.* (17 sept. 1908).

métallurgique a presque doublé en dix années, passant de 142.016.545 pesetas en 1896 à 244.614.400 pesetas en 1905 (1).

L'augmentation, dans cet espace de temps, s'est vérifiée chaque année, par bonds de 15 à 20 millions. Cette régularité de la progression est d'un heureux présage.

Le centre industriel le plus actif est la Catalogne. On y fabrique des toiles, des soieries, des gazes, des rubans, des cotonnades variées, des mousselines, des nanquins, des velours, des impressions. On y rencontre des filatures de coton, de soie et de laine, des teintureries et des fabriques de chapeaux, de savons, des tanneries, des papeteries, des fabriques de porcelaine et de faïence, des quincailleries, des fabriques d'armes et de poudre, une fonderie de canons nationale.

Si le récent programme de canaux d'irrigation doit augmenter la productivité de la culture, les tendances nouvelles en vue de compléter le réseau de chemins de fer, améliorer la navigation fluviale si défectueuse jusqu'alors, remédier à l'absence de routes sur de nombreux points du territoire, peuvent révolutionner les conditions de l'industrie et donner à l'ensemble du pays une prospérité jusqu'alors inconnue.

Le réseau de chemins de fer s'étend ; sa longueur de

1. Statistique de l'Inspection générale des mines pour l'année 1905. Reproduites dans le rapport consulaire n° 735.

plus de 15.000 kilomètres, va s'augmenter par suite des concessions accordées en 1904.

*
* *

Mais la situation économique est intimement liée à la situation politique d'un pays et ces deux aspects sont inséparables.

L'intervention législative, si développée dans les États modernes, peut avoir, selon les cas, les plus heureux ou les plus funestes effets.

Dans le domaine économique, avons-nous vu, le gouvernement espagnol a le devoir de donner au pays la vigoureuse impulsion dont il a besoin. Dans le domaine politique et administratif, il reste tout autant à faire.

Ensomme, l'Espagne est un pays relativement peu peuplé. Le dernier recensement (1) a compté 9.087.821 hommes et 9.530.265 femmes ; en tout 18.618.086 habitants soit 36 par kilomètre carré.

C'est peu ; mais encore faudrait-il déduire au point de vue économique, le nombre des oisifs, plus considérable dans ce pays favorisé à tout point de vue par la nature que dans la plupart des nations européennes.

Les cultes (2), par exemple, emploient un personnel

1. *Censo de la poblacion de España*, 31 décembre 1900 (4 vol.).

2. Le recensement du 31 décembre 1900 donne sur ce point les indications suivantes :

Cultes.

Clergé catholique séculier . 33.403 hommes.

Clergé catholique régulier . 12.142 — 42.596 femmes.

de près de 100.000 habitants. Nul doute que la loi française du 1^{er} juillet 1901, dans son titre III, qui vise les congrégations religieuses, n'ait augmenté ce chiffre, et la proportion de 1 ecclésiastique pour 180 habitants s'est encore aggravée.

Le nombre des rentiers est considérable, celui des mendiants de profession (1), quoique très difficile à établir, est de 40.000. Il est à peine besoin de dire que ce chiffre officiel est notablement inférieur à la réalité.

L'Espagne, avant la perte de ses colonies américaines, fournissait au même titre que l'Italie, l'exemple des déplorables effets d'une émigration exagérée par rapport à la natalité.

« Plus de 60.000 hommes (2), soldats ou colons, quittaient annuellement la mère-patrie pour les Antilles, l'Amérique du Sud et les Philippines ». Au lendemain du traité de Paris, l'émigration diminua de moitié, elle est aujourd'hui revenue à des proportions normales.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis dix années ont pratiqué une sage politique financière. Il n'est plus vrai de dire que les budgets espagnols sont

Autres cultes	101	—
Servants du culte.	7.566	—

Au total : 96.429 habitants.

1. Sous la rubrique : mendiants, vagabonds et prostituées, on compte 14.735 hommes, 24.738 femmes.

2. M. J. Berge (*loc. cit.*, p. 9).

constamment en état de déficit. L'exemple est méritoire, car de grosses difficultés ont été vaincues.

La dette publique s'élève à près de 10 milliards. C'est un chiffre considérable par rapport au fâcheux état monétaire du pays. Mais il est beaucoup inférieur à celui de la France, et (*par ordre de décroissance*) de l'Angleterre, de la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie (cette dernière avec 13 milliards).

La détente du change (1), à laquelle nous assistons depuis la fin de l'année 1906, est la preuve d'une bonne situation générale. Il oscille depuis cette époque entre 10 et 11 %.

Mais le progrès rencontre encore de redoutables ennemis dans la paresse, l'ignorance et la superstition...

« Sous le ciel d'azur de l'Espagne (2), la vie est infiniment douce. Avec deux réaux, un homme a pour tout un jour du tabac, du pain et des oignons. La belle eau claire ne coûte rien et le reste pas beaucoup plus. » Les poètes peuvent, sur ce thème, donner libre cours à leurs imaginations... Mais si l'on va au fond des choses, le tableau s'assombrit singulièrement. L'enquête de 1902-1905 sur les conditions de l'ouvrier agricole a révélé sa situation très précaire, qui devrait être l'objet de la sollicitude gouvernementale. Il y aurait là encore un excellent moyen d'augmenter la superficie des ter-

1. Voir pour détails le chapitre précédent.

2. *L'Industrie et le Commerce de l'Espagne* (Gaston Routier, 4^e édition).

res cultivées, sans compter les avantages spéciaux que l'on retirerait de mesures protectrices à l'égard de la population rurale.

C'est qu'en effet, un gouvernement éclairé pourrait rapidement transformer la condition actuelle du pays. L'un des premiers soucis du pouvoir central doit être d'assurer l'instruction et de rendre efficace l'obligation scolaire. La proportion de deux illettrés pour trois habitants est déplorable quand elle s'applique à une nation européenne du xx^e siècle qui fut jadis l'un des premiers foyers de la civilisation.

Le dernier recensement donne à ce sujet des précisions navrantes :

Illettrés.

	Hommes	Femmes
	—	—
Ne sachant ni lire, ni écrire. .	5.068.056	6.806.83
Sachant lire seulement . . .	178.615	317.10
Degré d'instruction non déclaré.	9.805	10.40
	5.256.476	7.134.43
Sachant lire et écrire	3.831.345	2.395.80

Au total : près de 12.400.000 illettrés contre 6.227.000 hommes et femmes possédant au moins une instruction rudimentaire.

Le budget de l'instruction publique atteint à peine 50 millions et l'obligation scolaire n'est pas assurée.

Peut-on attendre d'un gouvernement dynastique, qu'il soit libéral ou conservateur, les réformes nécessaires? Hélas, les faits ne nous autorisent pas, jusqu'à ces dernières années, à répondre affirmativement. Le Gouvernement n'a rien fait jusqu'à l'heure pour lutter contre ces forces d'inertie. Le complot de l'Église, de l'État et des coteries politiques a fait tout pour les encourager et pour s'en servir. Un récent ouvrage de M. Joseph Mac Cabe (1), très sérieusement documenté, exempt de toute passion politique et d'un pessimisme exagéré nous révèle certaines pratiques scandaleuses. L'on savait déjà que l'antagonisme des conservateurs et des libéraux se succédant alternativement au pouvoir avec leur clientèle, était surtout une lutte de façade à laquelle ne correspondait pas toujours un changement profond dans la politique. Mais ce livre établit que la falsification des bulletins de vote et des urnes électorales s'y pratique couramment. Il montre que la loi sur l'instruction obligatoire est une loi de pure forme. Le clergé règne en maître dans ce pays; son opulence temporelle égale son pouvoir spirituel; l'Espagne est le dernier rempart des moines et des jésuites. Le trafic des indulgences et des absolutions est réglementé savamment; on les débite par millions, rapporte l'auteur,

1. J. Mac Cabe : *The Martyr dom of Ferrer, being an account of his life and work*. Imprimerie de la « Rationalist press Association » édité par Watt et C^{ie} (décembre 1909).

sous le nom de « *bulas* » et leur prix est proportionné à l'importance du délit ou du crime. Moyennant une commission de 5 à 10 % sur le fruit de leurs méfaits, les plus redoutables malfaiteurs obtiennent la grâce de l'Église ! Le Vatican, complice, renouvelle chaque année par décret apostolique l'autorisation d'émettre des « *bulas* ». La promulgation de ce décret est à Madrid l'occasion de processions reconnaissantes....

De cet exposé rapide, au cours duquel nous nous sommes scrupuleusement tenus à la vérification des faits et des sources, que conclure ? C'est qu'il faut se faire sur l'Espagne une opinion moyenne. Ce pays donne des signes certains de progrès ; si le Gouvernement veut être de son temps et ne pas se mettre au travers de l'évolution générale dont il n'aura pas raison, car la force n'a jamais arrêté des mouvements aussi profonds, s'il entreprend sans arrière-pensée l'exécution d'un sage programme de liberté politique, de réformes sociales et économiques, évitant les accès d'autoritarisme et les froissements douloureux de l'opinion publique, rien n'empêchera plus l'Espagne régénérée de redevenir une grande nation prospère.

Une évolution vers des pratiques plus libérales au point de vue du régime douanier, le renouvellement d'accords commerciaux soigneusement préparés, donneraient au commerce et à l'industrie le coup de fouet indispensable. La politique ultra-protectionniste laisse sommeiller ces immenses richesses. L'industrie est

ralentie dans son essor par la cherté de certaines matières premières.

La fabrication catalane, par exemple, est grevée de frais plus élevés de 25 % environ, que ceux qui sont supportés par la fabrication étrangère. Elle est obligée d'acheter au dehors le charbon, les machines, les matières et ingrédients divers de teinture et des accessoires coûteux dont les droits de douane augmentent considérablement le prix.

A l'abri de son tarif manifestement exagéré, l'Espagne semble dormir. Son industrie et son agriculture restent stationnaires, satisfaisant à hauts prix une partie des besoins de ses habitants.

Son commerce d'exportation diminuera de jour en jour, car une industrie ne prospère et ne se développe que si elle est concurrencée. Pourquoi vendre à bas prix sur les marchés étrangers, quand par le fait des tarifs douaniers, on est le maître du marché national ? Il faudrait, pour ce faire, de vastes groupements de producteurs analogues aux cartels qui pratiquent le dumping. Mais il faudrait aussi qu'il y ait production abondante, presque surproduction, il faudrait que la concentration industrielle soit plus avancée qu'elle ne l'est en Espagne, et si ces deux phénomènes se produisaient, qui peut soutenir que la pratique du dumping ne soit en elle-même un abus et ne constitue un danger pour la nation tout entière ?

Quoi qu'il en soit, et dans l'état actuel des choses, le

consommateur exploité n'a même pas la maigre consolation d'enrichir toujours des industriels espagnols car le nombre des industriels étrangers qui s'établissent en Espagne à l'abri des murailles de douane élevées contre eux, augmente de jour en jour !

SECTION II

SOUS QUELLE FORME L'ENTENTE DOIT-ELLE SE FAIRE ?

L'Espagne est donc capable d'exporter ses fruits, ses nombreux minerais de plomb, de fer et de cuivre, ses huiles d'olive, ses lièges et tant d'autres produits que la nature lui a généreusement accordés. Elle souffre, d'autre part, de l'absence de certaines matières premières, de nombreux produits nécessaires à la consommation, qu'elle doit importer.

Une étude parallèle de la situation économique en France serait superflue. Notre industrie et notre agriculture sont prospères, mais il est bien évident que nous ne nous suffisons pas à nous-mêmes.

Le besoin d'échange s'impose à toutes les nations. Le mieux est de ne pas grever les produits échangés de frais de transport trop considérables. Si l'on fait abstraction de transports maritimes qui suppriment les distances au point de vue du coût, pour les transports

par terre le prix augmente en raison de la distance. Adressons-nous donc à nos voisins d'abord.

Certes, il ne paraît pas douteux que l'augmentation de la valeur des échanges entre la France et l'Espagne ne soit créatrice de richesses.

Pourquoi ne fait-on rien pour les faciliter ?

La question du change n'est pas un obstacle sérieux.

L'aggravation du tarif qui résulte du paiement en or des droits de douanes ne peut que diminuer, car le change lui-même s'améliorera par l'effet d'une sage politique financière et par l'élan que donnerait au pays des tarifs conventionnels plus modérés.

Un traité de commerce avec l'Espagne rencontre en France beaucoup moins d'opposition de la part des viticulteurs. Le Congrès du commerce des vins, des spiritueux et liqueurs réuni à l'Exposition internationale de Liège en 1905 n'a-t-il pas émis le vœu « que les divers pays d'Europe procèdent à la conclusion de traités de commerce inspirés par la doctrine économique de la liberté commerciale, avec taxes compensatrices » ?

L'Union pour l'amélioration des conventions commerciales entre la France et l'Espagne, réunie le 3 novembre 1906 au siège de l'Association générale des tissus et des matières textiles, adoptait à l'unanimité une résolution favorable à la reprise des relations.

Cette importante résolution reçut l'adhésion des chambres de commerce d'Auxerre, de Blois et du Loir-et-Cher, de Besançon, de Bordeaux, Bayonne, Châlons-

sur-Marne, Charleville, Elbeuf, Évreux, Le Havre, Le Puy, Lorient et le Morbihan, Marseille, Nantes, Périgueux, Roubaix, Rouen, Sedan, Saumur, Toulouse, celles du Tarn-et-Garonne, à Montauban, de Versailles ainsi que de la chambre de commerce française de Valence (Espagne) plus 26 chambres syndicales et unions réparties sur tout le territoire.

Toutefois, Avignon, Carcassonne, Montpellier, Narbonne, Nîmes et Perpignan s'y déclarèrent hostiles. L'Union affirmait l'exagération des droits sur les vins.

« Considérant, disait-elle, que si l'on tient pour base le prix actuel des vins sur le marché espagnol en y comprenant les frais de transport, la protection accordée à nos vins représente 150 à 175 % de la valeur du produit et que, dans de telles conditions, il y a une marge suffisante pour que les droits puissent être abaissés sans le moindre risque pour les intérêts qu'on prétend mis en péril. »

« S'appuyant sur ces considérations, les représentants de l'industrie et du commerce, réunis au siège de l'Association générale du Commerce et de l'Industrie des tissus et matières textiles, réclament avec insistance que le marché espagnol ne soit pas abandonné à nos rivaux, et qu'un traité de commerce soit conclu au plus tôt entre la France et l'Espagne sur la base de concessions réciproques, et sans en exclure systématiquement aucun produit de leur exportation. »

Ainsi donc, l'entente est désirable et elle est atten-

due. Par le mot « entente », que voulons-nous dire exactement ?

Concession réciproque d'un tarif minimum réduit, sorte de *modus vivendi*, ou traité de commerce à tarif annexé ?

Après avoir étudié les effets des deux régimes on ne saurait hésiter.

Le *modus vivendi* de 1894 a fait ses preuves ! Les parlements, sous la pression de certains intérêts particuliers qui se parent volontiers de l'étiquette « d'intérêt national », mais qui ne doivent pas être confondus avec lui, sont toujours tentés de rehausser sur de nombreux points les tarifs dont ils restent les maîtres. Ainsi ces *modus vivendi* dégénèrent rapidement en guerres de tarifs.

I. — LES TRAITÉS DE COMMERCE A TARIF
ANNEXÉ ET LA CLAUSE
DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Les traités de commerce d'autre part, n'ont pas une valeur absolue ; ils ne valent que par ce qu'ils contiennent. Il semble cependant qu'ils soient un excellent organe de transition entre un fâcheux état de choses et un avenir meilleur.

Il ne sont pas très en honneur auprès des théoriciens du libéralisme commercial. « Ils sont basés, disait J.-B. Say (1), sur l'opinion erronée de deux gouvernements qui se persuadent qu'ils font tort à leur pays en admettant les produits l'un de l'autre ».

Rien n'est plus vrai, mais ces traités ne sont-ils pas un bon moyen de tuer l'erreur qui préside à leur naissance ?

Conclus avec tel pays déterminé, ils tiennent compte dans leurs tarifs qui doivent rester très modérés de

1. J.-B. Say. *Cours d'Econ. polit.*, 4^e partie, chap. XIX.

l'état de chaque industrie, du degré de tutelle dont elle peut avoir besoin avant d'être déclarée majeure. Ils habituent à penser qu'avec une réduction des droits, le travail serait partout plus actif, et servent en un mot à l'apprentissage de la concurrence et de la liberté.

On leur fait, en pratique, un double reproche : ils aliènent l'action des gouvernements ; ils font naître à leur échéance des luttes d'intérêt.

Le premier défaut nous paraît une qualité. Dans l'état actuel des esprits, il est bon que les chambres législatives se mettent en garde contre les entraînements parfois regrettables. Du reste le traité de commerce n'immobilise pas les conditions suivant lesquelles les nations échangent leurs produits ; il est conclu pour un nombre convenu d'années : à son renouvellement, il pourra subir les modifications dont une longue pratique aura prouvé la nécessité. Cette expérience permettra peut-être de résister à la « lutte des intérêts » ; en tous cas elle donnera de sérieuses garanties contre l'élaboration d'une loi de circonstances.

Mais aussi, les traités peuvent donner lieu à des améliorations, au cours même de leur exécution et sans attendre leur échéance. Grâce à la clause dite « de la nation la plus favorisée », il suffit que deux États donnent sur tel point particulier ou tel produit déterminé une extension nouvelle à la liberté des échanges, pour que la mesure devienne applicable à tous les États avec lesquels un traité de commerce est contracté.

En somme, la clause de la nation la plus favorisée répond tellement au reproche mentionné plus haut, qu'elle a subi, en sens inverse, d'autres critiques. Elles méritent, en raison de leur gravité, de retenir un instant notre attention.

Cette clause, dit-on, est contraire à la stabilité et la réciprocité des conventions commerciales. Pourquoi peser, en de difficiles négociations, la valeur des avantages concédés, si cet équilibre peut être à chaque instant détruit par une convention parallèle ?

L'objection a d'autant plus de valeur si l'on songe que la France et l'Allemagne se sont engagées dans l'article XI du traité de Francfort à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée. Or, l'Allemagne s'est lancée depuis 1878 dans le courant ultra-protectionniste, et les règles d'apparente réciprocité disparaîtraient si l'Allemagne conservait le même régime douanier (1) et si la France revenait vers les pratiques libérales.

Cette perspective jette l'effroi dans de nombreux et bons esprits. La prudence s'impose et il faut éviter les surprises dont pourraient souffrir nos industriels et la population ouvrière qu'ils emploient.

Ces réserves faites, nous sommes loin d'abandonner

1. C'est le 25 décembre 1902, que l'Allemagne a voté sa nouvelle loi douanière, à laquelle est annexé un tarif très élevé. Ce tarif servit de base aux traités conclus au cours des années 1904 et 1905 avec les divers pays de l'Europe centrale.

la clause de la nation la plus favorisée. Elle nous paraît essentielle, au contraire.

Elle est le meilleur moyen de généraliser les avantages concédés à une nation, elle est donc un excellent instrument de liberté commerciale. C'est précisément parce qu'elle joue ce rôle, qu'elle n'est pas en faveur dans certains milieux. Et les protectionnistes essaient d'en limiter les effets au moyen de spécialisations qui deviennent de plus en plus subtiles, de la désignation des objets par leurs caractères propres dans chaque pays. L'abus des spécialisations est tel qu'elles pourraient finir par fausser le principe de la clause de la nation la plus favorisée.

A quels moyens n'en est-on pas arrivé pour éviter ce fléau imaginaire du libéralisme commercial !

Si la clause dont il s'agit a pu créer quelques surprises lorsque le pouvoir exécutif concluait seul les traités de commerce, il n'en serait plus de même aujourd'hui où le Gouvernement ne fait que préparer les traités et où le pouvoir législatif capable plus que tout autre, de sauvegarder les intérêts en présence, est appelé à en délibérer.

Mais pour ceux qui croient que le développement de la liberté des échanges constitue un progrès économique, la clause de la nation la plus favorisée a l'avantage en généralisant les améliorations qu'elle apporte, d'universaliser le régime conventionnel.

II. — LES CONVENTIONS COMMERCIALES ET LE DROIT INTERNATIONAL

C'est en effet par une généralisation de ce régime contractuel que les nations parviendront, nous semble-t-il, à pratiquer un sage régime de liberté commerciale.

Les esprits les plus prévenus contre le libre-échange s'accoutument assez facilement de cette idée. Partant de ce principe, que J.-B. Say qualifiait à juste titre de faux, à savoir qu'on fait tort à son pays en admettant les produits d'un pays voisin, ils consentiraient à un abaissement des droits de douanes si cet abaissement était pratiqué simultanément.

On a réuni deux conférences à La Haye pour régler des questions plus délicates, qui éveillent les susceptibilités toujours vives. Par le système des conventions ouvertes, auxquelles d'autres nations peuvent adhérer par la suite, on est arrivé aux résultats les plus appréciables. Dans cette question économique où l'intérêt commun est de s'entendre, comment douter qu'une tentative similaire ne serait féconde ?

La question a été amorcée à la séance du 9 juillet 1909 à la Chambre des députés (1). M. Jaurès, après un très remarquable discours, présenta la motion préjudicielle suivante : « La Chambre invite le Gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence internationale de toutes les puissances intéressées, tendant à la réduction graduelle et simultanée des tarifs de douane et décide le renvoi du projet (*le projet de loi tendant à reviser le tarif général des douanes*) à la Commission.

La première partie de cette motion, jusqu'aux mots « décide le renvoi à la Commission », recueillit la presque unanimité de la Chambre (548 voix contre 11). La seconde partie, qui devait avoir un sort contraire, fut prudemment retirée...

« Au moment où c'était, entre toutes les nations, disait l'auteur de la motion, la lutte des primes pour les sucres, l'idée d'une conférence internationale pouvant aboutir, malgré la diversité des régimes à une décision commune de tous les pays, ou de presque tous les pays intéressés, apparaissait comme une chimère ; et ce qui a été signalé comme une chimère a été le dénouement nécessaire d'une situation qui devenait intenable. »

A la séance du 27 octobre 1909 (2) on voulut rece-

1. *Débats parlementaires*. Session ordinaire, 1909, tome II, page 1115 et suivantes.

2. *Débats parlem.* Sess. extraord., 1909, tome unique, p. 134 et suivantes.

voir sur ce point les déclarations du Gouvernement. M. Gérald pressa le ministre des Affaires étrangères : Les représentants français à la dernière conférence de La Haye, n'avaient-ils pas soumis une proposition dans le sens de la réduction des tarifs douaniers ? « Quel sort lui a-t-on fait, et si elle a été repoussée, par qui et pourquoi ? »

M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, répondit qu'il approuvait la proposition de M. Jaurès. « Nous comptons, ajoutait-il, la reprendre à la prochaine conférence de La Haye ». M. Jaurès s'écria dans une interruption : « Vous renvoyez à La Haye et dans trois ou quatre ans tout le mal sera fait ! »

M. le ministre des Affaires étrangères : « Je renvoie à La Haye pour la discussion, mais non pas pour les conversations diplomatiques. On peut assurément engager les conversations diplomatiques et elles seront engagées auparavant, vous pouvez en être certain. »

Ces paroles officielles sont pleines d'encouragements, mais, ne convenait-il pas que la France donnât le signal de cette détente douanière par l'exemple de la modération dans le vote de ses tarifs douaniers. Il semble que les chambres françaises s'écartent encore, à l'heure actuelle, de cette préoccupation (1).

1. Toujours, avons-nous remarqué au cours de cette étude, les lois protectionnistes sont l'œuvre des Chambres législatives. L'évolution libérale en matière commerciale, qui reste à la gloire du Gouvernement de Napoléon III, est due à l'action du pou-

Est-ce un bien ou un mal pour l'avenir du libre échange ? Peut-être la crise aiguë vers laquelle nous allons, précipitera-t-elle les événements ?

C'est sans doute le point de vue fiscal qui retardera l'avènement du régime nouveau. Les revenus de la douane comptent pour une part importante dans les budgets des états modernes. Mais qui soutiendrait que ces impôts indirects, frappant la masse des petits consommateurs dans une progression à rebours, soient dignes des idées modernes sur la législation fiscale ?

voir personnel. Lors de la nomination de la Commission d'enquête du 2 juillet 1906, destinée à reviser le tarif des douanes de 1892, le Gouvernement français s'est désintéressé de la question. C'est seulement au dernier moment qu'il apporta aux Chambres un concours timide qui s'est manifesté par une action plutôt modératrice.

CONCLUSION

De même que certains pacifistes, partisans de la politique du pire, s'opposent à toute atténuation des horreurs de la guerre pour la voir disparaître plus tôt, de même, certains libre-échangistes voudraient que par une exagération du mal, on soit amené à en rechercher plus rapidement le remède.

Cette conception nous semble mauvaise. La loi de progression est une loi d'évolution et non de révolution.

Et lorsqu'un système économique a été appliqué pendant près de trente années, restant comme un des grands faits de la civilisation, ayant permis de supporter le désastre d'une guerre avec une souplesse que les esprits les plus optimistes auraient à peine osé prévoir, comment peut-on hésiter, en pleine période de prospérité, à le remettre en vigueur ?

Le traité de commerce assure mieux que tout autre régime pratiqué jusqu'alors, la base certaine qui est

indispensable aux entreprises commerciales à longue échéance.

Nos désirs seraient comblés si nous avions réussi à prouver la nécessité de la conclusion d'un traité de commerce avec l'Espagne.

Et s'il fallait chercher un dernier argument en faveur de notre thèse, ne le trouverait-on pas dans le projet de loi voté par les deux Chambres qui autorise le Président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention et le règlement y annexé signé à Paris le 18 août 1904 et le protocole additionnel signé à Paris le 8 mars 1905 entre la France et l'Espagne au sujet de l'établissement sur les territoires français et espagnol, des chemins de fer d'Ax-les-Thermes à Ripoli, d'Oloron à Zuéra et de Saint-Girons à Sort.

Par trois points, les Pyrénées vont être traversées par une ligne de chemin de fer à voie normale. Des dépenses aussi considérables exigent un rapport probable. Le *modus vivendi* actuel qui n'a plus de vrai que son nom, est-il capable de le leur assurer? Évidemment non! N'y a-t-il pas une contradiction folle entre ce gigantesque effort destiné à multiplier le trafic et l'établissement de barrières de douanes presque prohibitives!

L'Histoire apprend qu'un traité de commerce a toujours été la conséquence de la création d'une voie de communication entre les deux pays. En 1864, une seule ligne d'Hendaye à Irun est une des causes immédiates

du traité de commerce de 1865. L'établissement de la ligne de Cerbères à Port-Bou en 1878 précède encore le traité de commerce de 1882.

Ne devons-nous pas recommencer ce qui, par deux fois, nous a si bien réussi ?

A la vérité, le développement graduel des moyens de transport tuera le protectionnisme. Les progrès merveilleux de la locomotion aérienne laissent les bureaux de douanes dans l'embarras le plus ridicule et semblent donner à l'institution tout entière le coup de grâce.

Mais loin de nous, la pensée que le sort du libre-échange soit lié à l'avenir encore problématique de la locomotion aérienne.

Dans l'état actuel des choses, l'Europe, en effet, semble menacée de décadence économique si les pays qui la composent continuent la surenchère à laquelle ils se livrent au point de vue des tarifs douaniers. Il faut que la concurrence vivifie ces forces qui sommeillent cette industrie qui s'endormira dans la routine.

Le cercle de la douane doit s'agrandir. C'est l'honneur de Colbert d'avoir supprimé les barrières de provinces à provinces pour tenter d'organiser la protection nationale. Il est temps qu'elle devienne européenne pour disparaître à jamais.

Mais avant que ces lointaines et idéales perspectives se réalisent, un régime intermédiaire s'établira. C'est précisément parce qu'en politique économique, on doit

tenir compte des réalités séculaires, que le traité de commerce, capable de ménager les transitions nécessaires et de préparer l'évolution, doit encore jouer le rôle utile que l'histoire proclame.

OBSERVATIONS RELATIVES AU GRAPHIQUE

Quelques explications et quelques réserves sont indispensables :

a) Les deux courbes présentent pour l'année 1898 une contradiction déconcertante à première vue.

Elle est cependant explicable. Le chiffre des importations d'Espagne en France augmente alors que le chiffre des importations de France en Espagne diminue dans les mêmes proportions.

C'est que la hausse du change (30 % en moyenne en 1897, 115 % le jour de la déclaration de guerre aux États-Unis) donna à l'Espagne un supplément de protection et agit en même temps comme prime à l'exportation. L'hypothèse émise plus haut sur les effets de la hausse du change sur le commerce international est donc vérifiée :

Pendant la période 1882-1897, le chiffre des importations *totales* en Espagne oscillait autour de 900 millions; il n'atteint en 1898 que 723 millions. Il n'est donc

pas étonnant que la part des importations venant de France ait subi une réduction correspondante.

b) Il est superflu de dire pourquoi la courbe de nos importations en Espagne a brusquement fléchi en 1870 et pourquoi la dépression s'est poursuivie jusqu'en 1873.

c) D'une façon générale, à la veille d'un changement dans les tarifs douaniers, le chiffre des échanges augmente considérablement. Dès 1879, lorsque commença la discussion du tarif de 1882, les deux courbes font un bond auquel correspond une chute vertigineuse (années 1892-1893). Mais en 1889, 1890, 1891, comme en 1879, 1880 et 1881, on assiste à une progression tellement accusée que l'année 1891 marque le point culminant et représente le plus gros chiffre des échanges réciproques entre la France et l'Espagne.

Ainsi se contrôle de la façon la plus précise cette affirmation banale que le commerce a besoin de stabilité. On craint tout changement, quel qu'il soit, et l'on fait à l'avance les approvisionnements. A l'heure actuelle, à la veille de l'application de notre tarif d'avril 1910, le même phénomène se produit et jamais, semble-t-il, l'activité de nos échanges avec l'étranger n'a été aussi intense.

d) Aux deux explications précédentes, nous ajoutons une réserve.

Lorsqu'on compare des époques relativement éloignées les unes des autres, il faut tenir compte du changement de valeur des métaux monétaires. Sauf

quelques oscillations passagères, leur pouvoir acquisitif a beaucoup diminué dans la seconde moitié du xix^e siècle. La même somme représente aujourd'hui une quantité de marchandises moindre qu'en 1875 par exemple, Et cela permet de dire que dans nos relations avec l'Espagne, *au point de vue de la masse des choses échangées, nous sommes revenus depuis 1901 au même état que dans la période allant de 1865 à 1879.*

Le graphique ci-joint a donc son intérêt. Il fait apparaître d'un seul coup d'œil ce qu'une lecture difficile des chiffres a déjà établi :

D'une part, que le régime commercial pratiqué de 1865 à 1892 était tout à fait favorable à la progression des échanges.

D'autre part, que le régime de 1892 et les aggravations successives dont il a été l'objet, nous a fait revenir à quarante ans en arrière...

Vu : le Président de la thèse

FAURE

Vu : Le Doyen,

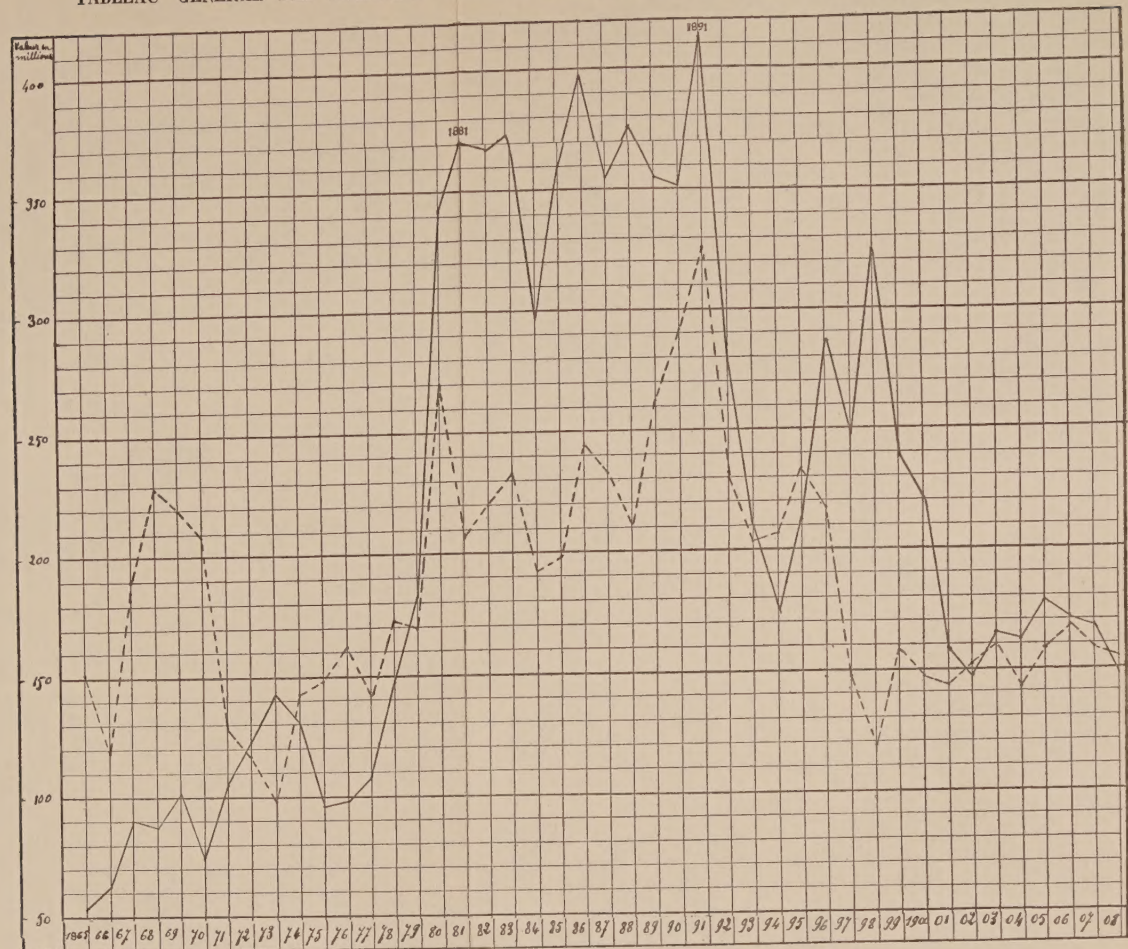
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLEAU GÉNÉRAL DES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE DE 1865 A NOS JOURS



— Importations d'Espagne en France. — Valeur exprimée en millions de francs (D'après le tableau général du commerce de la France). Direction générale des Douanes.
 - - - - - Importations de France en Espagne. — Valeur exprimée en millions de Pesetas (D'après l'estadística general del comercio exterior de España).

